



SOCIETE D'EQUIPEMENT DOMESTIQUE ET MENAGER

« EQDOM »

***RAPPORT FINANCIER
ANNUEL 2020***

SOMMAIRE

I – PARTIE I: RAPPORT DE GESTION	3
RAPPORT D’ACTIVITE.....	4
ANNEXES.....	14
ANNEXE I: Filiale d'Eqdom.....	15
ANNEXE II: Gestion des Risques.....	15
ANNEXE III: Dispositif de contrôle interne.....	18
ANNEXE IV: Projet de résolutions à soumettre à l'AGO.....	23
COMPTES ANNUELS SOCIAUX ET CONSOLIDES.....	25
II– PARTIE II: RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	84
RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	85
ETAT DES HONORAIRES VERSES AUX CONTROLEURS DE COMPTES.....	94
III-PARTIE III: COMMENTAIRE DES DIRIGEANTS ET PRESENTATION D’EQDOM.....	96
COMMENTAIRE DES DIRIGEANTS.....	97
PRESENTATION GENERALE D’EQDOM.....	98
IV-PARTIE IV: RAPPORT ESG.....	102
ELEMENTS GENERAUX.....	103
ELEMENTS SPECIFIQUES.....	103
INFORMATION ENVIRONNEMENTALES.....	103
INFORMATIONS SOCIALES.....	103
GOUVERNANCE.....	106
ETHIQUE- DEONTOLOGIE ET PREVENTION DE LA CORRUPTION.....	111
INFORMATIONS SUR LES PARTIES PRENANTES.....	113
AUTRES.....	114
LISTE DES COMMUNIQES DE PRESSE PUBLIES EN 2020.....	115



PARTIE I : RAPPORT DE GESTION

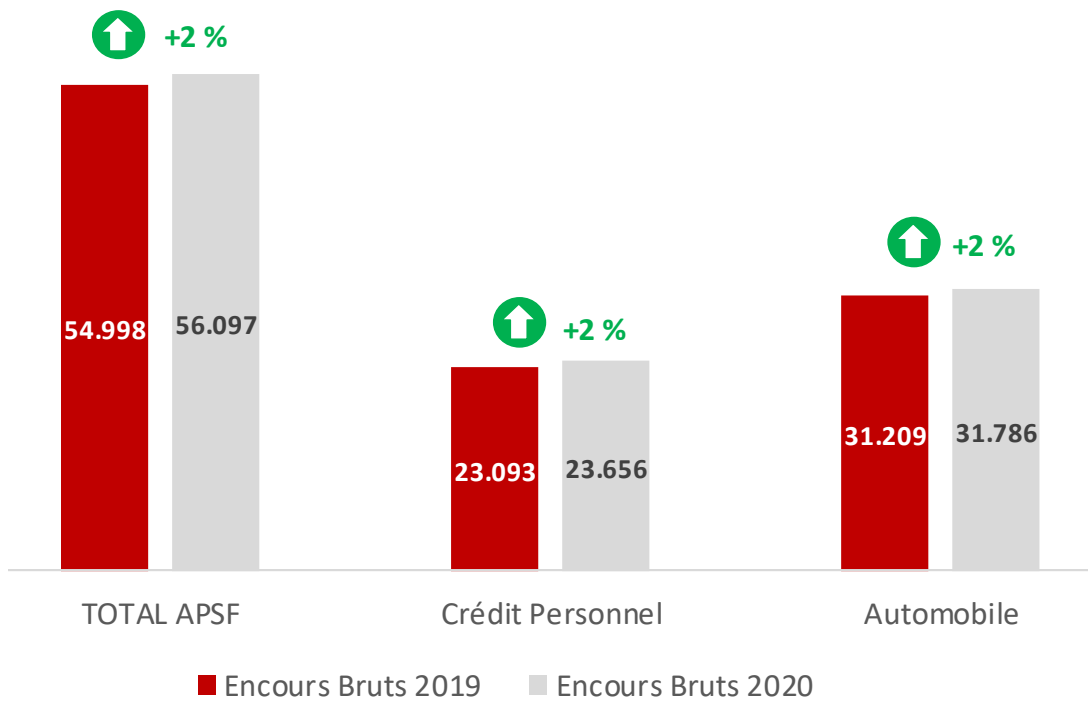
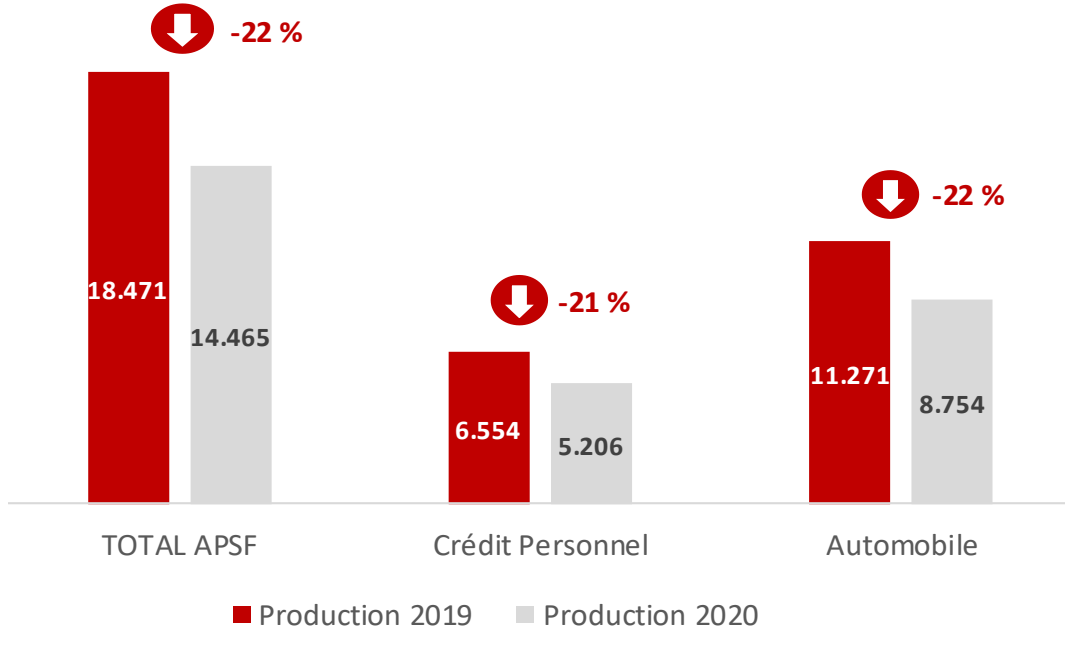
RAPPORT D'ACTIVITE

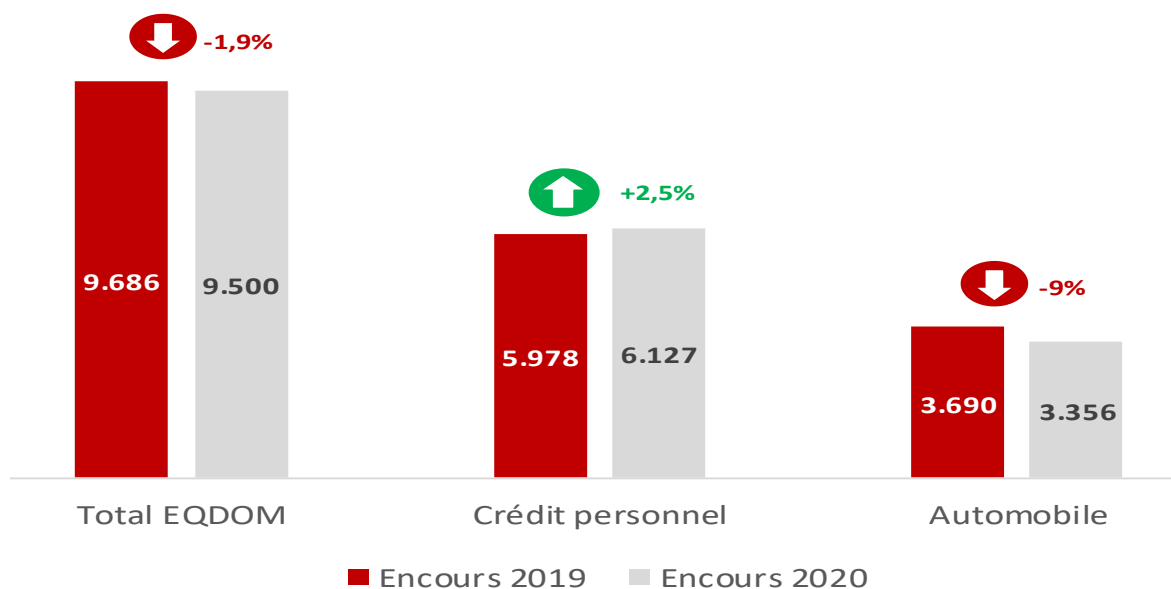
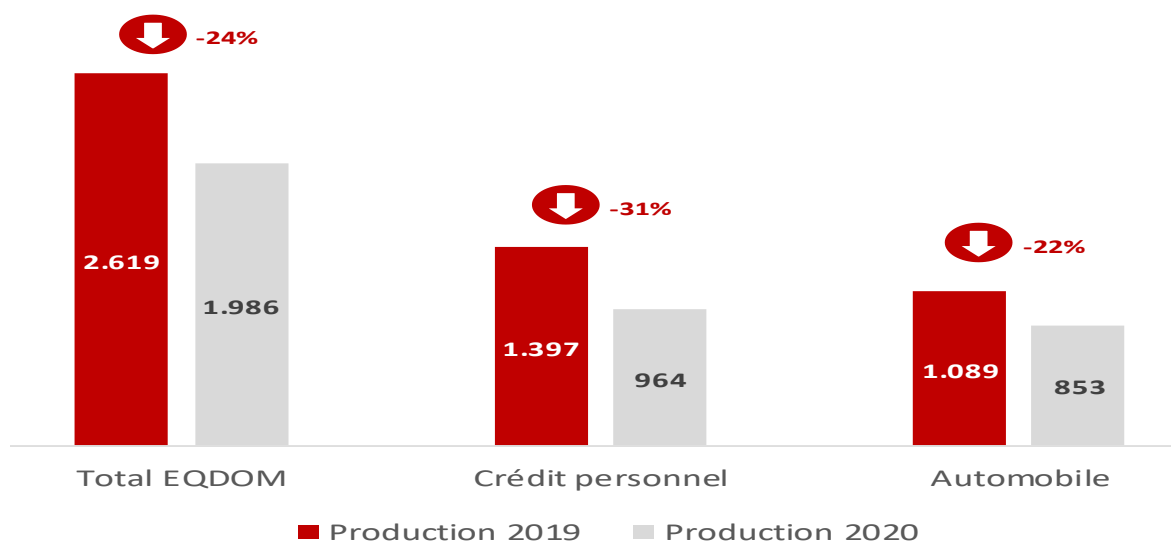


PERFORMANCE COMMERCIALE

Dans un marché APSF lourdement impacté par la crise, la baisse de production du marché à -22% ne se reflète pas dans l'encours APSF qui continue de progresser de +2%.

En effet, malgré un niveau faible, la production reste supérieure aux amortissements de l'encours et aux rachats anticipés.



Eqdom affiche un retrait de -24 % sur la production et de -2% sur les encours


- La production Crédit Personnel est en retrait de -31% vs 2019 à comparer à un marché APSF en baisse de -21%. Tandis que la production Auto est en ligne avec l'évolution du marché à -22%.
- L'encours Crédit Personnel est en ligne avec l'évolution du marché à +2% tandis que l'encours Auto se rétracte de -9% avec 2 produits aux dynamiques différentes : Auto Classique +20% et LOA à -15%.

Eqdom affiche un retrait de -31% de sa production Crédit Personnel

- La production Crédit Personnel 2020 s'établit à 964 MMAD soit en retrait de -31% vs 2019 (hors Sogeconso) à comparer à un marché APSF en baisse de -21%.

Après un très bon démarrage durant le premier trimestre, le deuxième trimestre a été marqué par une chute de l'activité due aux mesures de confinement dictées par la pandémie de la COVID 19. Une reprise a été amorcée durant le troisième trimestre avec un retour à un niveau de production appréciable.

L'Automobile montre une performance alignée avec le marché APSF

La production Auto 2020 s'établit à **853** MMAD, en retrait de -22% vs R19 soit le même repli que le marché APSF.

La crise sanitaire a fortement impacté l'activité automobile avec une production quasiment nulle durant le deuxième trimestre 2020. Après une forte dynamique sur le T3, la production automobile a entamé une tendance baissière en octobre. Cette baisse incombe en partie à un manque de stock chez les concessionnaires sur le T4 et à un décalage des immatriculations et donc de la production sur janvier 2021.

- **LOA** : La production EQDOM sur ce segment a enregistré une baisse de -24% dans un marché décrochant de -9%.
- **Auto classique** : La production d'EQDOM baisse de -16% alors que le marché régresse de -33%.

Malgré la baisse de production, les encours^{*} résistent à -2% grâce à la progression du Crédit Personnel +2,5% et de l'Auto Classique +20%.

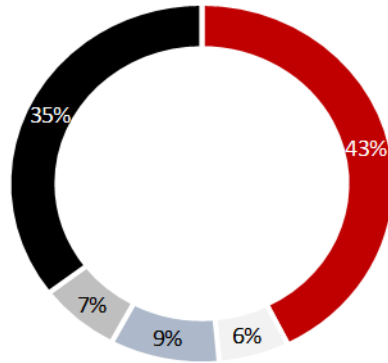
en MMAD	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T4 2020 vs T4 2019	
Crédit personnel	5 978	6 136	6 045	6 117	6 127	149	2,5%
Autoclassique	610	665	673	715	733	123	20%
LOA	3 079	2 975	2 738	2 732	2 622	-457	-15%
Total	9686	9796	9476	9 583	9 500	-186	-1,9%

Les encours comptables bruts d'Eqdom s'élèvent à 9.500 MMAD à fin 2020, en retrait de -1,9% vs 2019 :

- ✓ L'encours Crédit Personnel (CP) a résisté malgré la forte baisse de la production liée à la crise. A fin décembre 2020, l'encours CP s'établit à +2,5% vs 2019.
- ✓ L'encours autoclassique affiche une belle performance avec une augmentation vs 2019 de +20%.
- ✓ L'encours LOA s'inscrit en baisse vs décembre 2019 de -15% impacté par la baisse de production sur ce segment décrite précédemment.

En conséquence de ces variations, la structure du portefeuille d'Eqdom se présente désormais comme suit :

- Fonctionnaires : 43%
- Retraités : 6%
- Organismes (OCs) : 9%
- Salariés OPB : 7%
- Automobile : 35%



■ Fonctionnaires ■ Retraités ■ Organismes conventionnés ■ OPB ■ Automobile



Focus Risques

Des indicateurs Risques fortement impactés par la crise

- Une forte dégradation de l'ensemble des indicateurs Risques à partir du T2-2020, induite par la crise COVID, notamment sur l'Automobile et le prêt personnel en prélèvement bancaire et sur le segment des organismes conventionnés :
 - Le taux d'entrée en défaut à 12 mois s'est dégradé à fin juin 2020 par l'effet des impacts de la crise COVID.
 - NPL : 16,3% vs 12,6% en 2019 avec une stabilisation constatée au T3- 2020 avant la sortie de la deuxième vague de moratoire.
 - Le CNR de 2020 a doublé comparativement à 2019 en montant (146 vs 72 MMAD).

Un recouvrement résilient et agile dans un contexte inédit

- Malgré les contraintes induites par la crise sanitaire : i/ un portefeuille amiable en croissance forte ii/ le gel de l'appareil judiciaire iii/ et les contraintes imposées au recouvrement terrain, le recouvrement a réussi à maîtriser la situation sur le 2^{ème} semestre pour clôturer l'année avec des encaissements globaux en hausse.



Résultats Financiers

Principaux indicateurs Financiers

➤ Résultats sociaux à fin décembre 2020

- Le PNB s'établit à 494 MMAD vs 542 MMAD en 2019.
- Le CNR cumulé s'établit à 146 MMAD vs 72 en 2019, fortement impacté par la crise sanitaire actuelle.
- Le RAI s'établit à 71 MMAD vs 216 MMAD en 2019.
- Le RN s'établit à 34 MMAD vs 135 MMAD en 2019.

➤ Résultats Consolidés à fin décembre 2020

- Le PNB s'établit à 506 MMAD vs 555 MMAD en 2019.
- Le RAI s'établit à 83 MMAD vs 228 MMAD en 2019.
- Le RN du groupe s'établit à 35 MMAD vs 137 MMAD en 2019.



ANNEXES

ANNEXE I : Filiale d'EQDOM

Dénomination sociale	Activité	Siège social	Capital (en KMAD)	Nombre d'action détenues	% du capital	Nombre de droits de vote
SOCIETE LOSTE & Cie ASSURANCES	Cabinet de courtage d'assurance	127, Bd Zerktouni 7 ^{ème} étage, 20100 Casablanca	300	2 910	97,00%	2 910

La société LOSTE est chargée de la gestion des contrats d'assurance DIT1 ou VIT2 contractés par les clients d'EQDOM lors de la mise en place des dossiers de crédit. Elle perçoit une commission des sociétés d'assurances (La Marocaine Vie et SANAD).

La contribution de LOSTE aux produits d'exploitation bancaire d'EQDOM au titre de l'exercice 2020 s'élève à 24,5 millions de dirhams et qui représente les dividendes reçus en 2020 au titre de l'exercice 2019.

ANNEXE II : GESTION DES RISQUES

Eqdom dispose d'un dispositif de gestion des facteurs de risques qu'elle encourt du fait de son activité. Les principaux facteurs de risques sont le risque client, le risque de taux, le risque d'exploitation et le risque de fraude :

I- Risque de Crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte encouru par EQDOM en cas de défaillance d'un emprunteur dans une opération de crédit.

La prise de risque de crédit est au cœur de l'objectif stratégique d'EQDOM qui vise à accompagner le financement du consommateur et à construire des relations durables et de confiance avec ses clients. L'appétit pour le risque de crédit est piloté à travers un dispositif de politiques de crédit, limites de risque et de politiques de tarification, visant à sécuriser EQDOM à savoir :

- Un niveau prévisionnel de Charge Nette du Risque (CNR) compatible avec les objectifs de rentabilité prédéfinis dans le cadre du budget annuel et du plan financier ;
- Une couverture acceptable du risque de pertes de crédit par les revenus de marge d'intérêt (équilibre « rentabilité / risque »), au travers de politiques de tarification différenciées selon le degré de risque.

Les axes de l'appétit aux Risques d'EQDOM sont :

- Le monitoring des scores d'octroi la revue des modèles de scores Automobile et prêt personnel en prélèvement bancaire initiée en 2020.
- Un recouvrement amiable dynamique et une gestion plus efficace du contentieux (assainissement du stock contentieux ; activation des saisies conservatoires).

¹ Décès et Invalidité Totale

² Vol, Incendie et Tierce

- A la lumière des impacts de la crise COVID sur le risque de contrepartie et sur le recouvrement, une adaptation du monitoring des risques et du recouvrement a été mise en place (gestion des moratoires et le suivi de leur sortie ; revue des processus recouvrement et de l'organisation des moyens,).
- Fixation d'un seuil d'alerte sur l'évolution de la charge nette du risque.

II- Risque de taux et de liquidité

A l'instar de tous les établissements financiers, la société EQDOM est exposée au risque de taux d'intérêt. Une hausse des taux d'intérêt sur le marché impliquerait un renchérissement du coût de refinancement.

Dans ce contexte, la Société EQDOM a les moyens de s'adapter aux fluctuations du taux d'intérêt grâce à la diversification de ses sources de financement, notamment à travers le programme d'émission de BSF et d'emprunt obligataire.

La société adopte les principes de prudence du groupe. Il s'agit notamment de :

- La négociation des prêts et emprunts à taux fixe ;
- L'adossement de la structure des sources de refinancement aux encours clients par maturité.

Par ailleurs, dans l'optique du renforcement continu de la maîtrise du risque de taux et de liquidité, plusieurs actions ont été mises en place par la société. Il s'agit notamment de :

- L'élaboration du reporting trimestriel destiné au groupe, sur la gestion par maturité des actifs et passifs qui comprend essentiellement l'adossement des sources de refinancement aux emplois ;
- La fixation de limites internes en matière de risque global de taux et de liquidité « seuil de sensibilité ». Ce seuil correspond à l'impact qu'aurait la fluctuation des taux du marché de plus ou moins 10pbs sur le compte de résultat de la société. Ce seuil est suivi par le groupe.
- Le suivi des autorisations de refinancement (accords de refinancement reçus des banques) et leur extension en fonction des besoins en liquidité ;
- La diversification des sources de refinancement (lignes bancaires, BS, emprunt obligataire).

III- Risques opérationnels

Les risques opérationnels résultent d'une inadéquation ou d'une défaillance imputable à des événements internes ou externes, y compris les événements de faible probabilité d'occurrence mais à risque de perte élevé. Ils sont inhérents à tous les produits, activités, procédures et synthèses d'EQDOM.

Tout en s'appuyant sur les expertises existantes, EQDOM a mis en œuvre un dispositif qui implique que le risque opérationnel soit considéré comme une catégorie de risque à part entière et fasse l'objet d'une identification et d'une évaluation spécifique, d'un suivi et d'un contrôle normalisés, débouchant sur des mesures de réduction de risque appropriées.

➤ Risque de conduite inappropriée ('misconduct')

Le risque de conduite résulte d'actions (ou inactions), ou de comportements d'Eqdom, ou de ses employés, qui seraient incompatibles avec notre code de conduite, pouvant aboutir à des conséquences négatives pour nos parties prenantes, ou mettant en risque la pérennité ou la réputation d'Eqdom. Nos parties prenantes incluent notamment nos clients, nos employés, les actionnaires, nos fournisseurs et l'environnement.

Eqdom vise les plus hauts standards de qualité de service, de comportements des collaborateurs ; elle n'a pas d'appétit pour le risque de conduite inappropriée.

Eqdom a défini des valeurs et des principes de comportement applicables à l'ensemble de ses collaborateurs :

- Elle veille à la loyauté du comportement de ses collaborateurs à l'égard de la clientèle ;
- Elle développe une culture forte qui guide les comportements de tous ses collaborateurs afin d'exercer ses métiers avec éthique et responsabilité. Cette culture se traduit par des références partagées au sein d'Eqdom : les Valeurs, le Code de conduite, et le modèle de leadership qui définit pour chaque valeur les comportements et les compétences attendues des collaborateurs ;

Elle s'assure de leur mise en œuvre et de leur respect notamment à travers l'alignement des processus RH (recrutement, formation, évaluation de la performance, etc.) sur ces valeurs et principes de comportement.

➤ Risque de réputation

La maîtrise du risque de réputation est fondée avant tout sur une approche préventive. Pour ce faire, Eqdom :

- S'attache à maîtriser strictement le risque de non-conformité et de conduite non appropriée ;
- S'est engagée, en tant qu'acteur responsable, à agir conformément à un code de conduite formalisé et à un ensemble d'instructions internes. Au-delà de ce cadre, les relations commerciales susceptibles de créer une atteinte à la réputation d'Eqdom en lien avec ces sujets font l'objet d'une identification et d'une analyse spécifique
- Soumet tout projet de nouveau produit ou activité à un processus d'approbation préalable visant à assurer que les risques induits, de toutes natures, sont identifiés, évalués, atténués dans la mesure du possible et acceptés dans leur part résiduelle. Dans ce cadre, le risque d'atteinte à la réputation d'Eqdom fait l'objet d'une analyse spécifique.
- Approfondit la connaissance de ses clients afin de leur proposer des produits adaptés à leur situation, à leurs besoins et à leur degré d'expertise, et s'attache constamment à fournir des services de qualité. Une attention particulière est portée aux signes d'insatisfaction de la clientèle transmis notamment par les réclamations écrites et orales.

➤ Autres risques opérationnels

Au-delà des risques cités ci-dessus, Eqdom encourt d'autres risques opérationnels inhérents à ses activités : erreurs d'exécution, fraude interne et externe, défaillance des systèmes d'information, actes de malveillance contre les systèmes informatiques, perte de moyens d'exploitation, litiges commerciaux etc.

Eqdom se donne pour objectif d'assurer la maîtrise de ces risques à travers :

- Une analyse de l'environnement en terme de risque opérationnel et un système de détection des signaux faibles.
- Le déploiement de processus de traitement sécurisés, de dispositifs de prévention spécifique et un dispositif de contrôle interne.
- La mise en place d'indicateurs clés de suivi et de contrôle des risques (KRI) ;
- L'identification et l'évaluation des risques à travers un exercice d'autoévaluation des risques et des contrôles.
- La prévention des risques spécifiques : la lutte contre la fraude par la diffusion de procédures, des actions de formation et de sensibilisation afin de promouvoir une culture de lutte contre la fraude.

ANNEXE III : UN DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE ROBUSTE, RENFORCE PAR UN PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU CONTRÔLE PERMANENT

A/ Dispositif de contrôle interne

L'exercice du contrôle interne s'inscrit dans le cadre d'une approche globale, visant à sécuriser les activités et par là, à assurer un socle solide pour un développement sain et pérenne du groupe.

C'est pourquoi Eqdom s'est dotée d'un dispositif de contrôle interne structuré en charge d'assurer et d'animer les contrôles essentiels et nécessaires au bon fonctionnement de son activité.

La gouvernance du contrôle interne est partagée entre le conseil d'administration et les dirigeants effectifs. La Direction générale définit et présente au Conseil d'administration les dispositifs et les processus de contrôle adaptés à la stratégie de risque approuvée par celui-ci, il en supervise la mise en œuvre et l'efficacité.

GOUVERNANCE DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Respectant les principes généraux du gouvernement d'entreprise, le système de gouvernance d'Eqdom se compose d'une Direction générale qui assure ses fonctions de gestion sous le contrôle permanent du Conseil d'administration.

Le conseil d'administration a pour mission principale de s'assurer que la marche de la société s'exerce conformément à la réglementation et à la stratégie arrêtée. Il est le responsable en dernier ressort de la solidité financière de l'établissement et opère, à cet effet, à toute époque de l'année, les vérifications et contrôles qu'il juge opportun. Dans le cadre de sa mission, le Conseil d'administration s'appuie sur les travaux des comités spécialisés dont les conclusions ou recommandations peuvent donner lieu à délibération.

Outre les instances de gouvernance, le dispositif de contrôle interne est articulé autour d'un dispositif de contrôle permanent et d'un dispositif de contrôle périodique, distincts et indépendants tout en étant complémentaires et coordonnés. Il s'appuie aussi sur des référentiels, des méthodologies et des outils adaptés, permettant de couvrir, de suivre et de superviser les zones de risques identifiées.

Afin d'assurer un niveau de maîtrise des risques efficient, le dispositif de contrôle interne s'appuie sur les piliers suivants :

- Un personnel formé et sensibilisé, à chaque échelon, à la nécessité d'assurer la sécurité des opérations au quotidien ;
- Une culture d'entreprise valorisant une saine maîtrise des risques et l'exigence de contrôle ;
- Une séparation des fonctions et des tâches, qui s'applique entre activités de front et de backoffice, entre origination des opérations, comptabilisation et règlement, etc. ;
- L'existence d'une documentation normative (directives, instructions, manuels de procédures, etc.) adaptée à la nature des activités et prenant en compte tous les types de risques. Cette documentation est diffusée, accessible aux opérateurs et archivée ;
- Des dispositifs de contrôle intégrés au traitement des opérations de façon automatique ou manuelle et aux actes de gestion au quotidien, ainsi que des contrôles *à posteriori* ;
- Un outil de contrôle permanent dédié (GPS) permettant l'homogénéité des remontées de Supervision Managériale (SM) et le respect du délai de déclaration des contrôles à travers une date limite d'exécution à respecter et ce, pour l'ensemble des déclarants, la gestion de la validation des rapports SM par les managers (workflow), le partage des résultats des contrôles et le suivi de la régularisation des anomalies déclarées par les opérationnels dans le cadre de leurs remontées ;
- Un dispositif de contrôle permanent (niveau 1 et 2) et de contrôle périodique fonctionnant de façon complémentaire pour assurer la robustesse des niveaux de contrôles.

La mobilisation de l'ensemble des intervenants permet de prendre en charge le cycle de gestion des risques, comprenant les étapes d'identification, d'évaluation des risques, de déploiement de mitigants (dispositif de maîtrise des risques), de remontée d'éventuelles anomalies avec mise en place de plan d'actions correctifs.



Sur le plan organisationnel et outre l'intervention au quotidien de tous les opérationnels dans la surveillance de leurs risques, des équipes dédiées sont affectées aux trois « lignes de défense » pour assurer la mise en place, l'animation et le pilotage de l'ensemble de ce dispositif.

Contrôle permanent		Contrôle Périodique
1^{ère} ligne de défense	2^{ème} ligne de défense	3^{ème} ligne de défense Fonction de Contrôle périodique indépendant
<p>La 1^{ère} ligne de défense est en charge de la gestion quotidienne des risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Les métiers, en tant que première ligne de défense, prennent des risques et sont directement responsables de leur gestion opérationnelle. À cette fin, les métiers doivent disposer de processus et de contrôles appropriés visant à s'assurer que les risques sont identifiés, analysés, mesurés, surveillés, et gérés dans les limites de l'appétit pour le risque de la société et que les activités liées aux métiers sont conformes aux exigences externes et internes. → La Direction du contrôle permanent a pour fonction de coordonner le contrôle permanent du niveau 1. Elle est à ce titre en charge de la mise en œuvre, de la coordination du challenge et de l'animation du dispositif de contrôle de niveau 1. 	<p>La deuxième ligne de défense, composée des trois fonctions Risque, Conformité et Finance, veille à ce que tous les risques soient identifiés, évalués, analysés, mesurés, surveillés, gérés et correctement remontés par les lignes métiers concernées, en formant une vue d'ensemble sur tous les risques. A ce titre, ces 3 fonctions :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Définissent les normes, standards et procédures liés au dispositif de maîtrise du risque, et fournissent des indicateurs clés et une analyse pour le suivi global des risques. → Évaluent le profil de risque d'Eqdom, ainsi que l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques des entités. → Challengent et accompagnent la mise en œuvre des mesures de gestion des risques par les métiers afin de s'assurer que les processus et les contrôles mis en place par la première ligne de défense sont bien conçus et efficaces. <p>La SU CN2 rattaché de manière fonctionnelle à la SGMA réalisera les contrôles permanents de second niveau au sein d'EQDOM afin de vérifier l'adéquation, la performance et l'efficacité des contrôles permanent de premier niveau. Cette fonction à EQDOM est en cours de démarrage à compter du mois d'avril 2020.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le contrôle périodique (inspection/ audit) constitue la troisième ligne de défense. Il est strictement indépendant des métiers et du contrôle permanent. ▪ En tant que troisième ligne de défense, le contrôle périodique aide Eqdom à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôles et de gouvernance d'entreprise. Il évalue la qualité de la gestion des risques au sein du périmètre audité, la pertinence et l'efficacité du dispositif de contrôle permanent. ▪ La fonction de contrôle périodique est également en charge de la revue indépendante des deux premières lignes de défense.

B/ Programme de transformation du contrôle permanent

EQDOM a déployé le programme de transformation PCT (Permanent Control Transformation), à compter de 2019. Pour mémoire, ce programme implémenté à l'échelle du groupe société générale a été initié suite aux recommandations du régulateur du groupe : la banque centrale européenne.

Ce programme a pour objectif de renforcer la culture du risque et du contrôle pour que EQDOM soit plus robuste, plus efficiente dans son développement.

Le programme PCT priorise l'amélioration continue adaptée au contexte du risque opérationnel, et privilégiant :

- Un dispositif de contrôle moderne et efficace :
 - ✓ Un contrôle de 1^{er} niveau ayant pour mission l'exécution des contrôles adaptés aux risques induits par les activités : contrôle Lafayette, contrôle COVID, que EQDOM a exécuté en intégralité et a déployé dans l'outil dédié les besoins de contrôles adéquats tout en réalisant les objectifs de déploiement escomptés conformément aux recommandations du groupe.
 - ✓ La création d'une entité Ad hoc dédiée au CN2 avec le respect du principe d'indépendance dans la nouvelle organisation (CN1 & CN2) qui a permis la revue des contrôles de plusieurs entités en 2020.
- Une organisation flexible et adaptée : le modèle d'organisation en trois lignes de défense, recommandé par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE), le Comité de Bâle, ainsi que les autorités de supervision bancaires (BCE, ACPR) pour l'attribution de responsabilités de contrôle et de gestion des risques au sein d'un établissement financier, est désormais appliqué et décliné.
- Mise en place d'un corpus unique des activités et processus, une taxonomie de risques qui a été élargie et une bibliothèque de contrôles, valables pour l'ensemble du Groupe. Il s'agit d'une approche par processus afin d'identifier l'activité, le risque induit par cette dernière et le dispositif d'atténuation du risque adéquat à mettre en œuvre face au risque pour mieux le maîtriser.
- Des Reportings pertinents et opportuns : PCT a mis en place un tableau de bord portant sur l'ensemble du Groupe et qui est présenté trimestriellement au Comité de Coordination du Contrôle Interne du Groupe (CCCIG). En outre, le CCCIG revoie annuellement le contrôle permanent de chaque BU/SU sur la base des tableaux de bord produits par chacune à la maille de son périmètre. A noter qu'Eqdom ne dispose pas d'une déclinaison de ce comité au niveau local du fait qu'elle a déjà en place un comité RO ainsi qu'un Comité Fraudes à fréquence trimestrielle et un Comité d'audit et Risque à fréquence semestrielle.
- Le déploiement d'un dispositif d'amélioration continue en 2020 : la réalisation de l'exercice d'autoévaluation selon une nouvelle méthodologie et dans un nouvel outil dédié sur les activités d'Eqdom risquées.

- La prise en compte par Eqdom du risque inhérent à la gestion du volet externalisation des prestations tenant compte des exigences Groupe (BCE, ACPR) et locales (BAM) en mettant en œuvre les fondamentaux pour la gestion des PSE, en priorisant la généralisation de l’outil dédié (RAMOS) pour le suivi de l’ensemble des prestations externalisées en cours et en veillant à la production régulière des KPI de suivi des PSE

Principaux objectifs et enjeux définis par le programme PCT :



ANNEXE IV : PROJET DE RESOLUTIONS A SOUMETTRE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

**PROJET DES RESOLUTIONS A SOUMETTRE A
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 27 MAI 2021**

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux comptes, approuve les états financiers de synthèse de l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs en fonction et décharge aux Commissaires aux comptes de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2020.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2020, s'élevant à **34 386 655,95** Dirhams, comme suit :

• Bénéfice net de l'exercice auquel s'ajoute :	34 386 655,95
• Le report à nouveau disponible	512 026 751,43
	<hr/>
• Total à affecter comme suit	546 413 407,38
• Dividendes par action, 65 DHS	108 566 250,00
	<hr/>
• Reliquat à reporter à nouveau	437 847 157,38

Le dividende ainsi fixé, sera mis en paiement à partir du 29 juin 2021 auprès de la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'allouer au Conseil d'Administration, à titre de jetons de présence, une somme globale **d'UN MILLION DEUX CENT DIX MILLE DH (1.210.000 DH)** à répartir entre les administrateurs, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale après avoir entendu lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions relevant des dispositions de l'article 56 de la Loi 17/95, telle que modifiée et complétée, déclare approuver lesdites conventions.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer Monsieur Jean-Hugues DELVOLVE en qualité de nouvel Administrateur et ce, pour une période de 4 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer, en 2025, sur les comptes de l'exercice devant être clos le 31 décembre 2024.

SIXIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée Générale prend acte que la nouvelle composition du Conseil d'Administration se présente à ce jour comme suit :

- Monsieur Khalid CHAMI, Administrateur, Président
- Monsieur Abdelaziz TAZI, Administrateur
- Monsieur Gérard TOUATI, Administrateur
- Société Générale Marocaine de Banques, Administrateur, dont le représentant permanent est Monsieur Ahmed EL YACOUBI
- Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites, Administrateur, dont le représentant permanent est Monsieur Khalid CHEDDADI
- Société Centrale de Réassurance, Administrateur, dont le représentant permanent est Monsieur Youssef FASSI FIHRI
- Monsieur Jean-Hugues DELVOLVE, Administrateur
- Madame Amina FIGUIGUI, Administratrice Indépendante
- Madame Michèle THILL, Administratrice
- Monsieur Said RKAIBI, Administrateur
- Monsieur Mohamed TAHRI, Administrateur.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour accomplir toutes formalités de dépôt, d'enregistrement et de publicité qui seront nécessaires.



**COMPTES ANNUELS SOCIAUX ET CONSOLIDES
ET RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

COMPTES ANNUELS SOCIAUX ET RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

BILAN
AU 31 DECEMBRE 2020

En milliers de DH

ACTIF	31/12/2020	31/12/2019
1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	350	425
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	143 087	1 327
• A vue	143 087	1 327
• A terme		
3. Créances sur la clientèle	5 749 475	5 620 145
• Crédits de trésorerie et à la consommation	5 405 758	5 425 767
• Crédits à l'équipement		
• Crédits immobiliers		
• Autres crédits	343 717	194 378
4. Créances acquises par affacturage		
5. Titres de transaction et de placement		
• Bons de Trésor et valeurs assimilées		
• Autres titres de créance		
• Titres de propriété		
6. Autres actifs	1 211 720	1 468 908
7. Titres d'investissement		
• Bons du Trésor et valeurs assimilées		
• Autres titres de créance		
8. Titres de participation et emplois assimilés	2 207	2 207
9. Créances subordonnées	0	
10. Immob. données en crédit-bail et en location	2 502 844	2 966 599
11. Immobilisations incorporelles	35 937	22 708
12. Immobilisations corporelles	52 833	56 681
Total de l'Actif	9 698 452	10 139 001

BILAN
AU 31 DECEMBRE 2020

En milliers de DH

PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
2. Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	719 972	215 776
• A vue	133 563	80 426
• A terme	586 408	135 350
3. Dépôts de la clientèle	2 014 592	2 508 336
• Comptes à vue créditeurs		
• Comptes d'épargne		
• Dépôts à terme		
• Autres comptes créditeurs	2 014 592	2 508 336
4. Titres de créance émis	4 965 633	5 521 550
• Titres de créance négociables émis	4 965 633	5 521 550
• Emprunts obligataires émis		
• Autres titres de créance émis		
5. Autres passifs	411 593	378 059
6. Provisions pour risques et charges	67 654	30 657
7. Provisions réglementées		0
8. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
9. Dettes subordonnées		
10. Ecart de réévaluation		
11. Réserves et primes liées au capital	805 570	805 570
12. Capital	167 025	167 025
13. Actionnaires. Capital non versé (-)		
14. Report à nouveau (+/-)	512 027	376 986
15. Résultat nets en instance d'affectation (+/-)	0	0
16. Résultat net de l'exercice (+/-)	34 387	135 040
Total du Passif	9 698 452	10 139 001

HORS BILAN			
AU 31 DECEMBRE 2020			
Code ligne	HORS BILAN	En milliers de dirhams	
		31/12/2020	31/12/2019
H010	<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>	50 855	44 280
H011	Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
H012	Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	50 855	44 280
H015	Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
H016	Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
H017	Titres achetés à réméré		
H018	Autres titres à livrer		
H020	<u>ENGAGEMENTS RECUS</u>	2 655 618	2 673 286
H021	Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 655 618	2 673 286
H025	Engagements de garantie reçus des établissements de crédit et assimilés	0	0
H026	Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
H027	Titres vendus à réméré		
H028	Autres titres à recevoir		
H830	<u>VALEURS ET SURETES RECUES EN GARANTIE</u>	60 114	65 792
H834	Hypothèques	60 114	65 792

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (hors taxes)
AU 31 DECEMBRE 2020

En milliers de dirhams

	31/12/2020	31/12/2019
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 100 201	2 366 447
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	37	44
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	522 879	512 128
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	0	0
Produits sur titres de propriété	24 505	23 638
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 479 859	1 671 941
Commissions sur prestations de service	64 298	134 595
Autres produits bancaires	8 623	24 103
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 606 148	1 823 896
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	12 427	30 390
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	0	0
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	156 077	153 962
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 436 091	1 638 678
Autres charges bancaires	1 553	867
PRODUIT NET BANCAIRE	494 053	542 551
Produits d'exploitation non bancaire	335	194
Charges d'exploitation non bancaire	0	0
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	233 663	243 540
Charges de personnel	93 333	88 246
Impôts et taxes	2 080	2 202
Charges externes	129 317	140 284
Autres charges générales d'exploitation	655	4 185
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	8 278	8 624
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	260 725	299 204
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	343 860	307 933
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	278 986	199 949
Pertes sur créances irrécouvrables	35 876	94 735
Dotations aux provisions pour risques et charges	28 997	13 249
Autres dotations aux provisions	0	0
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	169 063	229 149
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	157 668	208 116
Récupérations sur créances amorties	11 395	14 328
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations incorp. & corporelles	0	0
Reprises de provisions pour risques et charges	0	6 705
Autres reprises de provisions	0	0
RESULTAT COURANT	85 929	220 421
Produits non courants	28	9
Charges non courantes	15 447	4 779
RESULTAT AVANT IMPOTS	70 510	215 650
Impôts sur les résultats	36 124	80 610
Contribution pour l'appui à la cohésion sociale	0	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	34 387	135 040
TOTAL DES PRODUITS	2 269 628	2 595 799
TOTAL DES CHARGES	2 235 241	2 460 759
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	34 387	135 040

ETAT DES SOLDES DE GESTION
AU 31 DECEMBRE 2020

I. TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

en milliers de DH

	31/12/2020	31/12/2019
1. (+) Intérêts et produits assimilés	522 917	512 171
2. (-) Intérêts et charges assimilées	168 504	184 351
MARGE D'INTERET	354 413	327 820
3. (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 479 859	1 671 941
4. (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 436 091	1 638 678
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	43 768	33 263
5. (+) Commissions perçues	64 298	134 595
6. (-) Commissions servies		
Marge sur commissions	64 298	134 595
7. (+/-) Résultat des opérations sur titres de transaction		
8. (+/-) Résultat des opérations sur titres de placement		
9. (+/-) Résultat des opérations de change		
10. (+/-) Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché		
11. (+) Divers autres produits bancaires	33 128	47 741
12. (-) Diverses autres charges bancaires	1 553	867
PRODUIT NET BANCAIRE	494 053	542 551
13. (+/-) Résultat des opérations sur immobilisations financières		
14. (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	335	194
15. (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	0	0
16. (-) Charges générales d'exploitation	233 663	243 540
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	260 725	299 204
17. (+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-145 799	-72 239
18. (+/-) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-28 997	-6 544
RESULTAT COURANT	85 929	220 421
RESULTAT NON COURANT	-15 418	-4 771
19. (-) Impôts sur les résultats	36 124	80 610
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	34 387	135 040

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)
AU 31 DECEMBRE 2020

II. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

en milliers de DH

	31/12/2020	31/12/2019
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	34 387	135 040
20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incoporelles et corporelles	8 278	8 624
21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	28 997	13 249
23. (+) Dotations aux provisions réglementées	0	0
24. (+) Dotations non courantes		
25. (-) Reprises de provisions	0	6 705
26. (-) Plus-values de cession des immobilisations incoporelles et corporelles	0	45
27. (+) Moins-values de cession des immobilisations incoporelles et corporelles	0	0
28. (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29. (+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+/-) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	71 662	150 164
31. (-) Bénéfices distribués	0	130 280
(+/-) AUTOFINANCEMENT	71 662	19 884

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01/01/2020 AU 31/12/2020			
		En milliers de dirhams	
		31/12/2020	31/12/2019
(+)	Produits d'exploitation bancaire perçus	2 075 696	2 342 809
(+)	Récupérations sur créances amorties	11 395	14 328
(+)	Produits d'exploitation non bancaire perçus	335	194
(-)	Charges d'exploitation bancaire versées	170 057	185 218
(-)	Charges d'exploitation non bancaire versées	0	0
(-)	Charges générales d'exploitation versées	225 386	234 916
(-)	Impôts sur les résultats versés	22 333	80 610
I	Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	1 669 650	1 856 587
	Variation de :		
(+)	Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-141 760	-946
(+)	Créances sur la clientèle	-129 330	-622 407
(+)	Titres de transaction et de placement	0	0
(+)	Autres actifs	257 188	80 774
(+)	Immobilisations données en crédit-bail et en location	463 756	293 496
(+)	Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	504 195	-484 167
(+)	Dépôts de la clientèle	-493 744	-124 647
(+)	Titres de créance émis	-555 917	875 585
(+)	Autres passifs	-1 580 959	-1 752 856
II	Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-1 676 572	-1 735 167
III	FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I+II)	-6 922	121 420
(+)	Produit des cessions d'immobilisations financières		
(+)	Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
(-)	Acquisition d'immobilisations financières	0	0
(-)	Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	17 658	14 548
(+)	Intérêts perçus		
(+)	Dividendes perçus	24 505	23 638
IV	FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	6 847	9 090
(+)	Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
(+)	Emission de dettes subordonnées		
(+)	Emission d'actions		
(-)	Remboursement des capitaux propres et assimilés		
(-)	Intérêts versés		
(-)	Dividendes versés	0	130 280
V	FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	0	-130 280
VI	VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	-75	230
VII	TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	425	195
VIII	TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE (VI+VII)	350	425

ETAT DES DEROGATIONS
DU 01/01/2020 AU 31/12/2020

ETAT A.2	Du 01/01/2020 au 31/12/2020	
INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - DEROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX	NEANT	
II - DEROGATIONS AUX METHODES D'EVALUATION	NEANT	
III - DEROGATIONS AUX REGLES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE	NEANT	

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES
DU 01/01/2020 AU 31/12/2020

ETAT A.3	en milliers de DH	
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I - CHANGEMENTS AFFECTANT LES MÉTHODES D'ÉVALUATION		<i>INCIDENCE</i>
	NEANT	

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
AU 31/12/2019

ETAT B.1

en milliers de DH

CREANCES	ETS DE CREDIT ET ASSIMILES AU MAROC			Etablissements de Crédit à L'étranger	TOTAL AU 31/12/2020	TOTAL AU 31/12/2019
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres Etablissements de crédit au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS		143 087			143 087	1 327
VALEURS RECUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS DE TRESORERIE	0	0			0	0
- au jour le jour						
- à vue						
PRETS FINANCIERS						
AUTRES CREANCES						
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	0	143 087			143 087	1 327

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31/12/2020

ETAT B.2

en milliers de DH

CREANCES	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE			TOTAL AU 31/12/2020	TOTAL AU 31/12/2019
		ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES NON FINANCIERES	AUTRES CLIENTELES		
CREDITS DE TRESORERIE						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CREDITS A LA CONSOMMATION				5 405 758	5 405 758	5 425 767
CREDIT A L'EQUIPEMENT						
CREDITS IMMOBILIERS						
AUTRES CREDIT						
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE				343 717	343 717	194 378
- Créances pré-douteuses				152 372	152 372	67 072
- Créances douteuses				43 529	43 529	39 409
- Créances compromises				147 816	147 816	87 898
TOTAL	0,00	0,00	0,00	5 749 475	5 749 475	5 620 145

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT
PAR CAEGORIE D'EMETTEUR
AU 31/12/2020

ETAT B.3

TITRES	ETS DE CREDIT ET ASSIMILES	EMETEURS PUBLIC	EMETEURS PRIVES		TOTAL AU 31/12/2020	TOTAL AU 31/12/2019
			FINANCIERES	NON FINANCIERS		
TITRES COTES						
- BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES - OBLIGATIONS - AUTRES TITRES DE CREANCE - TITRES DE PROPRIETE			NEANT			
TITRES NON COTES						
- BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES - OBLIGATIONS - AUTRES TITRES DE CREANCE - TITRES DE PROPRIETE			NEANT			
TOTAL						

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT
AU 31/12/2020

ETAT B.4

TITRES	VAL. COMPTABLE BRUTE	VALEUR ACTUELLE	VALEUR DE REMBOURSEMENT	PLUS-VALUES LATENTES	MOINS-VALUES LATENTES	PROVISIONS
TITRES DE TRANSACTION						
- BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES - OBLIGATIONS - AUTRES TITRES DE CREANCE - TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT						
- BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES - OBLIGATIONS - AUTRES TITRES DE CREANCE - TITRES DE PROPRIETE				NEANT		
TITRES D'INVESTISSEMENT						
- BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES - OBLIGATIONS - AUTRES TITRES DE CREANCE						

DETAIL DES AUTRES ACTIFS		
AU 31/12/2020		
ETAT B.5	en milliers de DH	
ACTIF	31/12/2020	31/12/2019
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS NETTES D'AMORTISSEMENTS	0	0
SOMMES DUES PAR L'ETAT	194 598	296 537
SOMMES DUES PAR LE PERSONNEL	275	348
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	259	256
FOURNISSEURS DEBITEURS : AVANCES ET ACOMPTE	121	121
CONCESSIONNAIRES : RISTOURNES ACCORDEES	11 890	12 765
AUTRES DEBITEURS	406	196
DIVERSES PRESTATIONS	0	1 620
STOCK DE FOURNITURES DE BUREAU ET IMPRIMES	195	227
CORRELATION LOA	989 137	1 148 957
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	14 778	7 818
PRODUITS A RECEVOIR	61	63
COMPTE DE REGULARISATION ACTIF		0
TOTAL	1 211 720	1 468 908

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES
AU 31/12/2020

ETAT B.6 En milliers de dirhams

Dénomination de la Société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acqui- sition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES									
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES									
STE LOSTE & Compagnie Assurance	Assurance	300	97%	2 207	2 207	31/12/2020	25 874	25 263	24 505
TOTAL				2 207	2 207			25 263	24 505

CREANCES SUBORDONNEES
AU 31/12/2020

ETAT B.7 en milliers de DH

RUBRIQUES	MONTANT GLOBAL	APPARENTES				31-déc-20	31-déc-19
		ETS DE CREDIT ET ASSIMILES	ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES NON FINANCIERES	AUTRES APPARENTES		
CREANCES SUBORDONNEES							
- Titres subordonnés des Ets de crédit et assimilés							
- Titres subordonnés de la clientèle							
- Prêts subordonnés des Ets de crédit et assimilés				NEANT			
- Prêts subordonnés de la clientèle							
CREANCES SUBORDONNEES EN SOUFFRANCE							
AGIOS RESERVES SUR CREANCES SUBORDONNES							
PROVISIONS POUR CREANCES SUBORDONNEES EN SOUFFRANCE							

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
AU 31/12/2020
ETAT B8

en milliers de DH

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBIL. DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	5 799 856	1 180 591	1 819 372	5 161 075	1 436 091	2 539 222	28 710	22 461	119 009	2 502 844
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER										
- Crédit-bail mobilier en cours										
- Crédit-bail mobilier loué										
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER										
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué										
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES	91 035	115 666	91 035	115 666	0	0	0	0	0	115 666
CREANCES EN SOUFFRANCE	109 411	130 342	109 411	130 342	0	0	28 710	22 461	119 009	11 333
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
Total	5 799 856	1 180 591	1 819 372	5 161 075	1 436 091	2 539 222	28 710	22 461	119 009	2 502 844

**DEPOTS DE LA CLIENTELE
AU 31 DECEMBRE 2020**
ETAT B.11

en milliers de DH

DEPOTS	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE			TOTAL AU 31/12/2020	TOTAL AU 31/12/2019
		ENTREPRISE FINANCIERES	ENTREPRISE NON FINANCIERES	AUTRES CLIENTELE		
COMPTES A VUE CREDITEURS						
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME						
AUTRES COMPTES CREDITEURS		0		2 014 592	2 508 336	
INTERETS COURUS A PAYER						
TOTAL	0	0	0	2 014 592	2 508 336	

**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
DU 01/01/2020 AU 31/12/2020**

en milliers de DH

IMMOBILISATIONS	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					amort. et prov. au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amort. sur immob. sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	130 572	14 717	0	145 289	107 864	1 488	0	109 352	35 937,00
- Fonds de commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Immobilisations en recherche et développement	110 375	6 466	0	116 841	107 761	1 440	0	109 201	7 640
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	20 197	8 251	0	28 448	103	48	0	151	28 297
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	203 176	2 941	0	206 117	146 496	6 789	0	153 285	52 832
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	162 490	643	0	163 133	109 392	5 315	0	114 707	48 426
. Terrain d'exploitation	21 162	0	0	21 162	0	0	0	0	21 162
. Immeubles d'exploitation, Bureaux	75 838	0	0	75 838	52 291	3 033	0	55 324	20 514
. Immeubles d'exploitation, Agencements	65 490	643	0	66 133	57 101	2 282	0	59 383	6 750
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	37 967	2 298	0	40 265	34 859	1 423	0	36 282	3 983
. Mobilier de bureau d'exploitation	17 742	194	0	17 936	15 675	585	0	16 260	1 676
. Matériel de bureau d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Matériel Informatique	20 177	2 104	0	22 281	19 135	838	0	19 973	2 308
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	49	0	0	49	49	0	0	49	0
. Autres matériels d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPL. EN COURS	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- IMMOBIL. CORPORELLES HORS EXPLOITATION	2 719	0	0	2 719	2 245	51	0	2 296	423
. Terrains hors exploitation	300	0	0	300	0	0	0	0	300
. Immeubles hors exploitation	1 200	0	0	1 200	1 200	0	0	1 200	0
. Mobilier et matériel hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	1 219	0	0	1 219	1 045	51	0	1 096	123
TOTAL	333 748	17 658	0	351 406	254 360	8 277	0	262 637	88 769

PLUS OU MOINS-VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 31/12/2020(FEUILLE N° 01)

en milliers de DH

IMMOBILISATIONS CEDEES	Date d'ACQUISITION	Valeur comptable brute	Cumul des amort. et/ou des prov. pour dépréciation	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
NEANT							
S/TOTAL MATERIEL INFORMATIQUE		0	0	0			
S/TOTAL AGENC.& AMENAGEMENTS		0	0	0			
TOTAL		0	0	0	0	0	0

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
AU 31 DECEMBRE 2020

ETAT B.10

en milliers de DH

DETTES	ETS DE CREDIT ET ASSIMILES AU MAROC			Etablissements de Crédit à L'étranger	TOTAL AU 31/12/2020	TOTAL AU 31/12/2019
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres Etablissements de crédit au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		133 499			133 499	80 426
VALEURS RECUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS DE TRESORERIE		582 000			582 000	135 000
- au jour le jour						
- à terme		582 000			582 000	135 000
EMPRUNTS FINANCIERS		0			0	0
AUTRES DETTES						
INTERETS COURUS A PAYER		4 473			4 473	350
TOTAL		719 972			719 972	215 776

TITRES DE CREANCES EMIS

ETAT B.12

AU 31 DECEMBRE 2020

en milliers de DH

NATURES DES TITRES	CARACTERISTIQUES					MONTANT	DONT ENTRPRISES LIEES	DONT AUTRES APPARENTES	MONTANT NON AMORTI
	DATE DE JOISSANCE	DATE D'ECHEANCE	MATURITE	TAUX	MODE DE REMB.				
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT						3 789 700			
	31-mai-16	31-mai-21	5 ans	2,99%		500 000			
	12-sept-17	12-sept-22	5 ans	3,45%		100 000			
	29-juin-18	29-juin-21	3 ans	3,12%		176 000			
	31-oct-18	31-oct-22	4 ans	3,30%		264 000			
	28-nov-18	28-nov-22	4 ans	3,33%		185 000			
	28-déc-18	28-déc-23	5 ans	3,43%		219 700			
	29-mars-19	29-mars-23	4ans	3,05%		275 000			
	31-juil-19	31-juil-21	2 ans	2,69%		150 000			
	31-juil-19	31-juil-22	3 ans	2,80%		310 000			
	31-juil-19	31-juil-23	4 ans	2,92%		100 000			
	31-juil-19	31-juil-24	5 ans	3,02%		100 000			
	02-mars-20	02-mars-22	2 ans	2,69%		230 000			
	31-mars-20	02-mars-22	2 ans	2,90%		150 000			
	01-juin-20	01-juin-22	2 ans	2,68%		150 000			
	30-juin-20	30-juin-22	2 ans	2,19%		650 000			
	30-sept-20	30-sept-22	2 ans	2,20%		230 000			
EMPRUNT OBLIGATAIRE						1 125 000			
	27-nov-19	27-nov-23	4 ans	2,72%		1 125 000			
INTERETS COURUS A PAYER						50 933			
TOTAL						4 965 633			

**DETAIL DES AUTRES PASSIFS
AU 31 DECEMBRE 2020**

ETAT B.13		en milliers de DH	
Passif	31/12/2020	31/12/2019	
<u>INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS</u>			
Instruments optionnels de taux d'intérêts vendus			
Instruments optionnels de cours de change vendus			
Instruments optionnels sur actions et indices boursiers vendus			
Autres instruments optionnels vendus			
<u>CREDITEURS DIVERS</u>	274 369	266 430	
<u>Sommes dues à l'Etat</u>	114 428	76 403	
<u>Sommes dues aux organismes de prévoyance</u>	4 899	4 804	
<u>Sommes diverses dues au personnel</u>	10 431	10 928	
<u>Sommes diverses dues aux actionnaires et associés</u>	0	0	
Dividendes à payer	0	0	
Versements reçus sur augmentation de capital			
Comptes courants d'associés créditeurs	0	0	
Autres sommes dues aux actionnaires et associés			
<u>Fournisseurs de biens et services</u>	53 973	81 816	
<u>Divers autres créditeurs</u>	90 638	92 479	
Dépôts de garantie reçus sur opérations de marché			
Coupons sur titres de créance émis à payer			
Titres émis amortis et non encore remboursés			
Divers autres créditeurs	90 638	92 479	
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>	137 223	111 629	
<u>Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan</u>			
Contrepartie du résultat de change de hors bilan			
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan			
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan			
<u>Comptes d'écarts sur devises et titres</u>			
Ecarts de conversion sur devises non cotées			
Ecarts de conversion sur devises avec garantie de change			
Ecarts sur ventes de titres avec faculté de rachat ou de reprise			
Ecarts de conversion sur autres devises			
<u>Résultats sur produits dérivés de couverture</u>			
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées			
Gains à étaler sur opérations de couverture dénouées			
<u>Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc</u>			
<u>Charges à payer et produits constatés d'avance</u>	137 223	111 629	
Charges à payer	57 358	39 077	
Produits constatés d'avance	79 865	72 553	
<u>Autres comptes de régularisation</u>			
Total-Passif	411 593	378 059	

PROVISIONS DU 01/01/2020 AU 31/12/2020 (HORS AGIOS RESERVES)

ETAT B.14

en milliers de DH

Nature	Montant au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions devenues disponibles	Montant à la fin de l'exercice
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF	923 239	278 986	157 668	0	1 044 556
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	810 480	250 276	135 208		925 548
Titres de placement					
Titres de participation et emplois assimilés					
Immobilisations en crédit-bail et en location	112 759	28 710	22 461	0	119 009
Autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	30 657	28 997	0	0	59 654
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux					
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	30 657	28 997	0		59 654
Provisions réglementées	0	0	0		0
Total	953 896	307 983	157 668	0	1 104 211

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE**AU 31/12/2020**

ETAT B.15	en milliers de DH	
	31/12/2020	31/12/2019
SUBVENTIONS ET FONDS PUBLICS AFFECTES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES INSCRITES AU CPC		
FONDS PUBLICS AFFECTES	NEANT	
FONDS SPECIAUX DE GARANTIE		
FONDS DE GARANTIE A CARACTERE MUTUEL		
AUTRES FONDS SPECIAUX DE GARANTIE		

DETTES SUBORDONNEES
AU 31/12/2020

ETAT B.16

en milliers de DH

RUBRIQUES	MONTANT GLOBAL	APPARENTES				31-déc-20	31-déc-19
		ETS DE CREDIT ET ASSIMILES	ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES NON FINANCIERES	AUTRES APPARENTES		
DETTES SUBORDONNEES							
- Dettes subordonnés des Etablissements de crédit et assimilés					NEANT		
- Dettes subordonnés de la clientèle							
- Emprunts subordonnés des Etablissements de crédit et assimilés							
- Emprunts subordonnés de la clientèle							

CAPITAUX PROPRES DU 01/01/2020 AU 31/12/2020

ETAT B.17

CAPITAUX PROPRES	Encours au début de l'exercice	Affectation du résultat	Autres variations	Encours à la fin de l'exercice
<u>ECARTS DE REEVALUATION</u>				
<u>RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL</u>	805 570	0	0	805 570
Réserve légale	16 703	0		16 703
Autres réserves	705 542	0		705 542
Primes d'émission, de fusion et d'apport	83 325	0		83 325
<u>CAPITAL</u>	167 025	0	0	167 025
Capital appelé	167 025	0		167 025
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
<u>ACTIONNAIRE. CAPITAL NON VERSE</u>				
<u>REPORT A NOUVEAU (+)</u>	376 986	135 040	0	512 027
<u>RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTION</u>	135 040	0	-135 040	0
<u>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</u>			34 387	34 387
Total	1 484 622	135 040	-100 654	1 519 008

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE
AU 31/12/2020

ETAT B.18

en milliers de DH

ENGAGEMENTS	31/12/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	50 855	44 280
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ETABLISSEMENT DE CREDIT ET ASSIMILES		
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouverture de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTELE	50 855	44 280
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouverture de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés	50 855	44 280
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ETABLISSEMENT DE CREDIT ET ASSIMILES		
- Crédits documentaires export confirmés		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouverture de crédit confirmés		
- Autres cautions, avals et garanties donnés		
- Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE D'ORDRE DE LA CLIENTELE		
- Garanties de crédit données		
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
- Autres cautions et garanties données		
- Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	2 715 732	2 739 078
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS D'ETABLISSEMENT DE CREDIT ET ASSIMILES	2 655 618	2 673 286
- Ouverture de crédit confirmés	2 655 618	2 673 286
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Autres engagements de financement reçus		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS D'ETABLISSEMENT DE CREDIT ET ASSIMILES	60 114	65 792
- Garanties de crédit	60 114	65 792
- Autres garanties reçus LMV	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS de L'ETAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS	0	0
- Garanties de crédit		
- Autres garanties reçus		
TOTAL	2 766 587	2 783 358

ENGAGEMENTS SUR TITRES		
AU 31/12/2020		
ETAT B.19		en milliers de DH
ENGAGEMENTS	31/12/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS DONNES		
TITRES ACHETES A REMERE		
TITRES A LIVRER :		
- Marché primaire		
- Marché gris		
- Marchés réglementés		
- Marché gré à gré		
- Autres engagements de financement donnés		
ENGAGEMENTS RECUS	NEANT	
TITRES VENDUS A REMERE		
TITRES A RECEVOIR :		
- Marché primaire		
- Marché gris		
- Marchés réglementés		
- Marché gré à gré		
- Autres engagements de financement donnés		

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODIOTS DERIVES

AU 31/12/2020

ETAT B.20	en milliers de DH			
TITRES	OPERATIONS DE COUVERTURE		AUTRES OPERATIONS	
	AU 31/12/2020	AU 31/12/19	AU 31/12/2020	AU 31/12/19
<u>OPERATIONS DE CHANGE A TERME</u>				
Devises à recevoir				
Dirhams à livrer				
Devises à livrer				
Dirhams à recevoir				
Dont swaps financiers de devises				
<u>ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES</u>		NEANT		
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				
Total				

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE
AU 31/12/2020

ETAT B.21

en milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montant des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles			
<u>TOTAL</u>		0	

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montant des dettes et des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles	NEANT		
<u>TOTAL</u>			

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE
AU 31/12/2020

ETAT B.23

NEANT

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE
AU 31/12/2020

ETAT B.22

en milliers de DH

Nature	D<1 mois	1 mois<D< 3 mois	3mois<D< 1 an	1an<D< 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	143 087					143 087
Créances sur la clientèle	714 804	4 702	78 529	2 199 600	3 625 074	6 622 709
Titres de créance						
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé	110 366	186 321	888 663	3 619 087	110 629	4 915 067
Autres actifs						
TOTAL	968 257	191 023	967 192	5 818 687	3 735 703	11 680 863
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	445 563	20 000	100 000	150 000	0	715 563
Dettes envers la clientèle	55 514	92 252	430 738	1 411 076	25 012	2 014 592
Titres de créance émis	0	0	826 000	4 088 700	0	4 914 700
Emprunts subordonnées						
TOTAL	501 077	112 252	1 356 738	5 649 776	25 012	7 644 855

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF
ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE
AU 31/12/2020

ETAT B.24

En milliers de dirhams

BILAN	31/12/2020	31/12/2019
ACTIF :	NEANT	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		
Créances sur la clientèle		
Titres de transaction, de placement et d'investissement		
Autres actifs		
Titres de participation et emplois assimilés		
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles et corporelles		
PASSIF :	NEANT	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		
Dépôts de la clientèle		
Titres de créance émis		
Autres passifs		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
HORS BILAN :	NEANT	
Engagements donnés		
Engagements reçus		

MARGE D'INTERET
AU 31/12/2020

ETAT B.25 En milliers de dirhams

	31/12/2020	31/12/2019
INTERETS PERCUS	522 917	512 171
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	37	44
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	522 879	512 128
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
INTERETS SERVIS	168 504	184 351
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	12 427	30 390
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	0	0
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	156 077	153 962
MARGE D'INTERETS	354 413	327 820

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE
AU 31/12/2020

ETAT B.26 En milliers de dirhams

CATEGORIE DE TITRES	31/12/2020	31/12/2019
TITRES DE PLACEMENT		
TITRES DE PARTICIPATION		
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES		
TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE		
EMPLOIS ASSIMILES	24 505	23 638
TOTAL	24 505	23 638

COMMISSIONS
DU 01/01/2020 AU 31/12/2020

ETAT B.27

En milliers de dirhams

COMMISSIONS	31/12/2020	31/12/2019
COMMISSIONS PERCUES :	64 298	134 595
sur opérations avec les établissements de crédit		
sur opérations avec la clientèle	64 298	134 595
sur opérations de change		
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
sur produits dérivés		
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt		
sur moyens de paiement		
sur activités de conseil et d'assistance		
sur ventes de produits d'assurances		
sur autres prestations de service		
COMMISSIONS VERSEES :	0	0
sur opérations avec les établissements de crédit		
sur opérations avec la clientèle		
sur opérations de change		
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
sur produits dérivés		
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	0	0
sur moyens de paiement		
sur activités de conseil et d'assistance		
sur ventes de produits d'assurances		
sur autres prestations de service		
MARGE SUR COMMISSIONS	64 298	134 595



RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE
AU 31/12/2020

ETAT B.28

En milliers de dirhams

PRODUITS ET CHARGES	31/12/2020	31/12/2019
PRODUITS	NEANT	
Gains sur les titres de transaction		
Plus value de cession sur titres de placement		
Reprises de provisions sur dépréciation des titres de placement		
Gains sur les produits dérivés		
Gains sur les opérations de change		
CHARGES	NEANT	
Gains sur les titres de transaction		
Moins value de cession sur titres de placement		
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement		
Pertes sur les produits dérivés		
Pertes sur les opérations de change		
RESULTAT		

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE
ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE
AU 31/12/2020

ETAT B.31**NEANT**

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION
AU 31/12/2020

ETAT B.29

En milliers de dirhams

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	31/12/2020	31/12/2019
CHARGES DE PERSONNEL	93 333	88 245
Salaires et appointements	74 231	71 304
Charges d'assurances sociales	3 647	3 431
Charges CNSS	8 469	8 184
Charges de retraite	5 346	5 046
Charges de formation	1 640	280
Autres charges de personnel	0	0
IMPOTS ET TAXES	2 080	2 202
Taxe urbaine et taxe d'édilité	372	367
Patente	1 312	1 357
Taxes municipales	343	367
Droits d'enregistrement	20	49
Timbres fiscaux	22	24
Autres impôts	11	38
CHARGES EXTERNES	129 317	140 284
Fournitures de bureau et imprimés	335	472
Achats non stockés de fournitures	2 484	2 853
Redevances de crédit-bail	0	0
Locations et charges locatives	5 180	5 344
Entretiens et réparations	10 036	7 910
Assurances	624	715
Frais postaux et de télécommunications	6 139	5 753
Rémunérations du personnel intérimaire et détaché	10 496	10 523
Rémunérations des intermédiaires et honoraires	61 060	62 734
Publicité et publication	9 720	16 872
Documentations générales	1	11
Transports et déplacements	1 111	2 159
Missions et réceptions	380	871
Frais d'actes et de contentieux	9 602	6 716
Dons et cotisations	363	391
Frais de conseil et d'assemblée	1 320	1 320
Frais de gestion groupe	3 334	7 345
Autres charges externes	7 132	8 295
AUTRES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	655	4 185
Dons	625	245
Diverses autres charges générales d'exploitation	30	3 940
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS AT AUX PROVISIONS	8 278	8 624
Immobilisations incorporelles	1 486	1 548
Immobilisations corporelles	6 792	7 076
TOTAL	233 663	243 540

AUTRES PRODUITS ET CHARGES
DU 01/01/2020 AU 31/12/2020

ETAT B.30

En milliers de dirhams

AUTRES PRODUITS ET CHARGES	31/12/2020	31/12/2019
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	7 070	23 236
Autres produits bancaires	8 623	24 103
Autres charges bancaires	1 553	867
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	335	194
Produits d'exploitation non bancaires	335	194
Charges d'exploitation non bancaires	0	0
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	343 860	307 933
Dotations aux provisions	278 986	199 949
Pertes sur créances irrécouvrables	35 876	94 735
Dotations aux provisions pour autres risques et charges	28 997	13 249
Dotations aux provisions réglementées	0	0
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	169 063	229 149
Reprises de provisions	157 668	208 116
Recuperations sur créances amorties	11 395	14 328
Reprises de prov. pour dépréciation des immob. incorp. & corporelles	0	0
Reprises de provisions pour autres risques et charges	0	6 705
Reprises de provisions réglementées	0	0
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	-15 418	-4 771
Produits non courants	28	9
Charges non courantes	15 447	4 779

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL AU 31/12/2020

ETAT B.32

En milliers de dirhams

INTITULES	Montant	Montant
I. RESULTAT NET COMPTABLE	34 387	
• Bénéfice net	34 387	
• Perte nette		
II. REINTEGRATION FISCALES		
1- Courantes	125 121	
- Provisions pour risques et charges	39 696	
- Provisions pour indemnité de départ à la retraite	1 000	
- Provisions pour créances impayées non déductibles	70 549	
- Provisions frais d'actes & de contentieux	0	
- Contribution sociale	5 447	
- Pénalités & amendes	0	
- Location voiture de service	150	
- Dons, amendes et cotisations non déductibles	8 250	
- Diverses charges à réintégrer	30	
2- Non courantes	36 124	
- IS	36 124	
III. DEDUCTIONS FISCALES		
1- Courantes		98 000
- Dividendes		24 505
- Reprises provisions pour créances impayées		66 587
- Reprises provisions pour risques et charges		6 907
- Reprises prov. pour indemnité de départ à la retraite		0
2- Non Courantes		0
- Reprise sur provision pour investissement		0
TOTAL	195 631	98 000
IV. RESULTAT BRUT FISCAL		Montant
Bénéfice brut si T1>T2 (A)		97 631
Déficit brut fiscal si T2>T1 (B)		
V. REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
• Exercice n - 4		
• Exercice n - 3		
• Exercice n - 2		
• Exercice n - 1		
IV. RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice Net fiscal (A - C) ou Déficit Net fiscal (B)		97 631
VII. CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		Montant
VIII. CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
• Exercice n - 4		
• Exercice n - 3		
• Exercice n - 2		
• Exercice n - 1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS
AU 31/12/2020

ETAT B.33

En milliers de dirhams

I - DETERMINATION DU RESULTAT		31/12/2020	31/12/2019
• Résultat courant d'après le compte de produits et charges		85 929	220 421
• Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	125 121	88 192
• Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	98 000	85 977
• Résultat courant théoriquement imposable	(=)	113 050	222 636
• Impôts théorique sur résultat courant	(-)	41 828	82 375
• Résultat courant après impôts	(=)	44 100	138 046
II - INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES.		NEANT	
-			

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE
DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

ETAT B.34

En milliers de dirhams

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations T.V.A de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. T.V.A Collectée	0	383 374	383 374	0
B. T.V.A Récupérable	38 615	220 978	213 070	46 523
• sur charges	7 587	30 868	29 874	8 581
• sur immobilisations	31 028	190 110	183 196	37 942
C. T.V.A due ou crédit T.V.A = (A-B)	-38 615	162 396	170 304	-46 523

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2020

ETAT C.1 En dirhams

montant du capital :		167 025 000		
Montant du capital social souscrit et non appelé				
Valeur nominale des titres		100 dhs		
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	NOMBRE DE TITRES DETENUS		PART DU CAPITAL DETENU %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
SGMA		897 241	897 241	53,72
RCAR		281 972	281 972	16,88
CIMR		100 605	100 605	6,02
SCR		86 668	86 668	5,19
INVESTIMA		51 812	51 812	3,10
CNIA SAADA		25 173	25 173	1,51
PATRIMOINE GESTION ET PLACEMENT		22 600	22 600	1,35
ALLIANZ MAROC		12 636	12 636	0,76
LA MAROCAINE VIE LMV		5 011	5 011	0,30
FINTA		3 000	3 000	0,18
TAOUFIK IDRISSE FATIMA ZAHRA		2 594	2 594	0,16
TAZI OMAR		1 273	1 273	0,08
HAKAM ABDELLATIF FINANCE		1 000	1 000	0,06
AUTRES NOMINATIF PUR		11	11	0,00
AUTRES ACTIONNAIRES		178 654	178 654	10,70
TOTAUX		1 670 250	1 670 250	100

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE AU 31/12/2020

ETAT C.2 En milliers de dirhams

	MONTANT		MONTANT
<u>A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTES</u> (Décision du AGO du 28/05/19)		<u>B. AFFECTATION DES RESULTATS</u>	
• Report à nouveau	376 986,43	• Réserve légale	
• Résultats nets en instance d'affectation	135 040,32	• Autres réserves	
• Résultat net de l'exercice		• Tantièmes	
• Prélèvements sur les réserves		• Dividendes	-
• Autres prélèvements		• Autres affectations	
		• Report à nouveau	512 027
Total A	512 027	Total B	512 027

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES
AU 31/12/2020

ETAT C.3

En milliers de dirhams

NATURE DES INDICATIONS	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020
• CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	1 479 861	1 484 622	1 519 008
• OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1) Produit net bancaire	518 978	542 551	494 053
2) Résultat avant impôts	201 748	215 650	70 510
3) Impôts sur les résultats	70 732	80 610	36 124
4) Bénéfices distribués (1)	135 291	130 280	0
5) Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation) (2)	959	736	135 040
• RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
- Résultat net par action ou part sociale (3)	78	81	21
- Bénéfices distribués par action ou part sociale	81	78	0
• PERSONNEL			
- Montant des rémunérations brutes de l'exercice	72 018	71 304	74 231
- Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	311	303	307

(1) Bénéfices distribués courant l'exercice

(2) Résultats non distribués au titre de l'exercice précédent

(3) Résultat net de l'exercice rapporté au nombre d'actions donnant jouissance à la fin de l'exercice

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

ETAT C.4

I. DATATION

• Date de clôture (1)	31-déc-20
• Date d'établissement des états de synthèse (2)	25-mars-21
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'établissement des états de synthèse	

II. EVENEMENT NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ère COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATES	INDICATIONS DES EVENEMENTS
	• Favorables align="right"> NEANT
	• Défavorables align="right"> NEANT

		ETAT C6	
EFFECTIFS			
AU 31/12/2020			
		(en nombre)	
EFFECTIFS	31/12/2020	31/12/2019	
Effectifs rémunérés	307	303	
Effectifs utilisés			
Effectifs équivalent plein temps			
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)			
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)			
Cadres (équivalent plein temps)	134	132	
Employés (équivalent plein temps)	173	171	
dont effectifs employés à l'étranger			

				ETAT C7	
TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS					
AU 31/12/2020					
TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH		
	AU 31/12/2020	AU 31/12/19	AU 31/12/2020	AU 31/12/19	
Titres dont l'établissement est dépositaire	NEANT				
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion					
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire					
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion					
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire					
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion					

		ETAT C8	
RESEAU			
AU 31/12/2020			
		(en nombre)	
RESEAU	31/12/2020	31/12/2019	
Guichets permanents	24	24	
Guichets périodiques			
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque			
Succursales et agences à l'étranger			
Bureaux de représentation à l'étranger			

		ETAT C9	
COMPTES DE LA CLIENTELE			
AU 31/12/2020			
		(en nombre)	
COMPTES DE LA CLIENTELE			
	AU 31/12/2020	AU 31/12/19	
Comptes courants	NEANT		
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger			
Autres comptes chèques			
Comptes d'affacturage			
Comptes d'épargne			
Comptes à terme			
Bons de caisse			
Autres comptes de dépôts			

NOTE DE PRESENTATION DES REGLES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

I/ Présentation

EQDOM est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en septembre 1974.

II/ Principes généraux

Les états de synthèse sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse d'EQDOM est conforme aux dispositions du plan comptable des établissements de crédit.

III/ Créances sur les établissements de crédit

Ce poste enregistre les mouvements des comptes bancaires présentant un solde débiteur à la fin de l'exercice.

IV/ Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation en vigueur.

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré douteuses, douteuses ou compromises et sont provisionnées conformément aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al Maghrib, relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, à hauteur de :
 - 20% pour les créances pré douteuses
 - 50% pour les créances douteuses
 - 100% pour les créances compromises
- Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.
- Dès le déclassement en créances pré douteuses, les intérêts sont comptabilisés en agios réservés et ne sont constatés en produits qu'à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci deviennent sans objet.

V/ Les immobilisations données en location avec option d'achat (LOA)

Les immobilisations données en LOA sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition hors taxes et leur amortissement est pris en charge par la société selon le mode linéaire en fonction de la durée de contrat LOA.

En parallèle, la société tient une comptabilité financière qui traite les opérations de la LOA comme des encours financiers, ce qui permet de dégager un résultat financier.

Pour assurer l'homogénéité des comptabilités sociale et financière, une corrélation entre l'amortissement comptable et l'amortissement financier est effectuée. Cette corrélation permet de traduire au niveau des comptes le résultat financier des opérations de crédit-bail.

VI/ Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire ou dégressive sur les durées de vie estimées avec application du taux d'amortissement réglementaire.

VII/ Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue
- Dettes à terme

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte résultat.

VIII/ Titres de créances négociables

Ce poste retrace la dette matérialisée par des bons de société de financement BSF.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte résultat.



7, Boulevard Driss Slaoui
20 160 Casablanca
Maroc

101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

Aux actionnaires de la société
EQDOM S.A.
127, Angle Boulevard Zerktouni et rue Ibnou Bouraid
Casablanca
Maroc

Rapport Général des commissaires aux comptes Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 26 juin 2020, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société **EQDOM**, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces états de synthèse font ressortir un montant des capitaux propres et assimilés de 1 519 009 KMAD dont un bénéfice net de 34 387 KMAD.

Ces états ont été arrêtés par votre Conseil d'administration tenu en date du 23 mars 2021, dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société **EQDOM** au 31 décembre 2020 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société **EQDOM** conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Rapport de gestion

Nous nous sommes assurés de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société, prévue par la loi.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de

la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Identification et évaluation du risque de crédit sur les opérations à la clientèle	
Risque identifié	Notre réponse
<p>Les crédits à la clientèle et les immobilisations données en LOA sont porteurs d'un risque de crédit qui expose EQDOM à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. EQDOM constitue des provisions destinées à couvrir ce risque.</p> <p>Ces provisions sont déterminées en application des principes du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) et notamment selon les dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, qui présente les critères à minima.</p> <p>L'évaluation des provisions en couverture des engagements sur la clientèle requiert</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'identification des engagements en souffrance ; - L'évaluation du montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des créances. <p>Par ailleurs, au 31 décembre 2020, en sus des règles issues de la circulaire de Bank-Al-Maghrib, EQDOM a également constitué une provision prospective en anticipation de pertes attendues liées aux impacts de la crise Covid-19.</p> <p>Les informations concernant les règles de classification et de provisionnement des créances sont présentées dans l'état « Principales méthodes d'évaluation appliquées » et l'état « Provisions » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC).</p> <p>Au 31 décembre 2020, l'encours net des créances à la clientèle et les immobilisations nettes données en LOA s'élèvent respectivement à MMAD 5.749 et MMAD 2.503. Le montant total des provisions constituées selon les règles de la circulaire 19/G/2002 de Bank-Al-Maghrib s'élève à MMAD 1.045.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit relatif aux créances sur la clientèle et aux immobilisations données en LOA ainsi que l'évaluation des provisions y afférentes constituaient un point clé de l'audit, ces éléments présentant des montants significatifs et faisant appel pour certains aspects au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne mis en place par EQDOM et testé les contrôles clés relatifs à la classification des créances et à l'évaluation des provisions y afférentes.</p> <p>Nos travaux d'audit ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudier la conformité au PCEC et notamment à la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib des principes mis en œuvre par la société ; en termes de règles de déclassement et de provisionnement ; - Prendre connaissance et apprécier la démarche retenue pour l'estimation de la provision prospective constituée en anticipation de pertes attendues liées aux impacts de la crise Covid-19 ; - Tester le calcul des provisions pour une sélection de créances en souffrance.

Responsabilité de la Direction et des responsables de la Gouvernance pour les états de synthèse

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation



des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilité de l'Auditeur pour l'audit des états de synthèse

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc.

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes professionnelles permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;



- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Casablanca, le 21 avril 2021

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
 Membre Réseau Grant Thornton
 International
 7 Bd. Ouis Saïouf - Casablanca
 Tél : 05 22 54 40 00 - Fax : 05 22 29 68 70
Faïçal MEKOUAR
 Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
 MAZARS AUDIT ET CONSEIL
 101 Boulevard Mohammed VI
 20380 Casablanca
 Tél : 05 22 42 84 25
 Fax : 05 22 42 84 00
Abdou Souleye DIOP
 Associé

COMPTES ANNUELS CONSOLIDES ET RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

BILAN CONSOLIDE		
AU 31 DECEMBRE 2020		
		en milliers de DH
ACTIF	31/12/2020	31/12/2019
1.Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	587	542
	587	542
2.Créances sur les établissements de crédit et assimilés	143 087	1 327
. A vue	143 087	1 327
. A terme		
3.Créances sur la clientèle	5 749 475	5 620 145
. Crédits de trésorerie et à la consommation	5 405 758	5 425 767
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers		
. Autres crédits	343 717	194 378
4.Opérations de crédit-bail et de location	1 411 802	1 534 667
5.Créances acquises par affacturage		
6.Titres de transaction et de placement	14 543	7 528
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance	14 543	7 528
. Titres de propriété		
7.Autres actifs	233 685	338 315
8.Titres d'investissement	0	0
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance	0	0
9.Titres de participation et emplois assimilés	0	0
10.Titres mis en équivalence	0	0
. Entreprises à caractère financier		
. Autres entreprises		
11.Créances subordonnées	0	0
12.Immobilisations incorporelles	35 937	22 708
13.Immobilisations corporelles	53 193	57 041
14.Ecarts d'acquisition		
Total de l'Actif	7 642 309	7 582 273

BILAN CONSOLIDE		
AU 31 DECEMBRE 2020		
	en milliers de DH	
PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
2.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	719 971	215 776
. A vue	133 563	80 426
. A terme	586 408	135 350
3.Dépôts de la clientèle	0	0
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs	0	0
4.Titres de créance émis	4 965 632	5 521 550
. Titres de créance négociables émis	4 965 632	5 521 550
. Emprunts obligataires émis		
. Autres titres de créance émis		
5.Autres passifs	346 159	306 002
6.Ecarts d'acquisition		
7.Provisions pour risques et charges	67 654	30 657
8.Provisions réglementées		
9.Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
10.Dettes subordonnées		
11.Primes liées au capital	83 325	83 325
12.Capital	167 025	167 025
13.Actionnaires. Capital non versé (-)	0	0
14.Réserves consolidées, écarts de réévaluation, écarts de conversion et différences sur mises en équivalence	1 257 181	1 121 273
. Part du groupe	1 257 163	1 121 255
. Part des intérêts minoritaires	18	18
15.Résultat net de l'exercice (+/-)	35 362	136 665
. Part du groupe	34 598	135 907
. Part des intérêts minoritaires	764	758
Total du Passif	7 642 309	7 582 273

HORS BILAN CONSOLIDE		
AU 31 DECEMBRE 2020		
		en milliers de DH
HORS BILAN	31/12/2020	31/12/2019
<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>	50 408	44 280
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	50 408	44 280
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
5. Titres achetés à réméré		
6. Autres titres à livrer		
<u>ENGAGEMENTS RECUS</u>	2 655 618	2 673 286
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 655 618	2 673 286
8. Engagements de garantie reçus de LMV	0	
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
10. Titres vendus à réméré		
11. Autres titres à recevoir		
<u>VALEURS ET SURETES RECUES EN GARANTIE</u>	60 114	65 792
12. Hypothèques	60 114	65 792

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDE		
AU 31 DECEMBRE 2020		
	en milliers de DH	
	31/12/2020	31/12/2019
I.PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 112 537	2 379 389
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	37	43
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	559 461	548 618
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
4. Produits sur titres de propriété	0	0
5. Produits sur opérations de crédit-bail et de location	1 479 859	1 671 941
6. Commissions sur prestations de service	64 298	134 595
7. Autres produits bancaires	8 882	24 192
II.CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 606 148	1 823 896
8. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	12 427	30 390
9. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	0	
10. Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	156 077	153 961
11.Charges sur opérations de crédit-bail et de location	1 436 091	1 638 678
12. Autres charges bancaires	1 553	867
III.PRODUIT NET BANCAIRE	506 389	555 493
13. Produits d'exploitation non bancaire	335	194
14. Charges d'exploitation non bancaire	0	0
IV. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	233 803	243 735
15. Charges de personnel	93 333	88 246
16. Impôts et taxes	2 082	2 204
17. Charges externes	129 455	140 476
18. Autres charges générales d'exploitation	655	4 185
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	8 278	8 624
20. Dotations aux amortissements sur écarts d'acquisition	0	0
21. Reprises sur écarts d'acquisition		
V.DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	343 860	307 933
22. Dot aux prov pour créances et engagements par signature en souffrance	278 986	199 949
23. Pertes sur créances irrécouvrables	35 877	94 735
24. Autres dotations aux provisions	28 997	13 249
VI. REPRIS DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	169 063	229 149
25. Rep de prov pour créances et engagements par signature en souffrance	157 668	208 116
26. Récupérations sur créances amorties	11 395	14 328
27. Autres reprises de provisions	0	6 705
VII. RESULTAT COURANT	98 124	233 168
28. Produits non courants	28	9
29. Charges non courantes	15 447	4 780
VIII. RESULTAT AVANT IMPOTS	82 705	228 396
30. Impôts sur les résultats	47 343	91 731
IX. RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	0	0
X. QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE		
31. Entreprises à caractère financier		
32. Autres entreprises		
XI. RESULTAT NET DU GROUPE	35 362	136 665
33. Part du groupe	34 598	135 907
34. Part des intérêts minoritaires	764	758

ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDE
AU 31 DECEMBRE 2020

I. TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

en milliers de DH

	31/12/2020	31/12/2019
1. (+) Intérêts et produits assimilés	559 498	548 661
2. (-) Intérêts et charges assimilées	168 504	184 351
MARGE D'INTERET	390 994	364 310
3. (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 479 859	1 671 941
4. (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 436 091	1 638 678
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	43 768	33 263
5. (+) Commissions perçues	64 298	134 595
6. (-) Commissions servies		
Marge sur commissions	64 298	134 595
7. (+/-) Résultat des opérations sur titres de transaction		
8. (+/-) Résultat des opérations sur titres de placement		
9. (+/-) Résultat des opérations de change		
10. (+/-) Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché		
11. (+) Divers autres produits bancaires	8 882	24 192
12. (-) Diverses autres charges bancaires	1 553	867
PRODUIT NET BANCAIRE	506 389	555 493
13. (+/-) Résultat des opérations sur immobilisations financières	0	
14. (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	335	194
15. (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	0	0
16. (-) Charges générales d'exploitation	233 803	243 735
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	272 921	311 952
17. (+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-145 800	-72 240
18. (+/-) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-28 997	-6 544
19. (+/-) Autres dotations nettes de reprises aux provisions		
RESULTAT COURANT	98 124	233 168
RESULTAT NON COURANT	-15 419	-4 771
19. (-) Impôts sur les résultats	47 343	91 731
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	35 362	136 666

ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDE (suite)
AU 31 DECEMBRE 2020

II. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

en milliers de DH

	44196	43830
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	35 362	136 666
20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incoporelles et corporelles	8 278	8 624
21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	28 997	13 249
23. (+) Dotations aux provisions réglementées		
24. (+) Dotations non courantes		
25. (-) Reprises de provisions	0	6 705
26. (-) Plus-values de cession des immobilisations incoporelles et corporelles	0	45
27. (+) Moins-values de cession des immobilisations incoporelles et corporelles	0	0
28. (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29. (+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+/-) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	72 637	151 789
31. (-) Bénéfices distribués	0	130 281
(+/-) AUTOFINANCEMENT	72 637	21 508

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01/01/2020 AU 31/12/2020		En milliers de dirhams	
		31/12/2020	31/12/2019
(+)	Produits d'exploitation bancaire perçus	2 112 537	2 379 389
(+)	Récupérations sur créances amorties	11 395	14 328
(+)	Produits d'exploitation non bancaire perçus	335	194
(-)	Charges d'exploitation bancaire versées	170 057	185 218
(-)	Charges d'exploitation non bancaire versées	0	0
(-)	Charges générales d'exploitation versées	225 525	235 111
(-)	Impôts sur les résultats versés	22 333	91 732
I	Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	1 706 352	1 842 395
	Variation de :		
(+)	Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-141 760	-946
(+)	Créances sur la clientèle	-129 330	-622 407
(+)	Titres de transaction et de placement	0	0
(+)	Autres actifs	104 631	160 849
(+)	Immobilisations données en crédit-bail et en location	122 865	86 243
(+)	Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	504 195	-484 167
(+)	Dépôts de la clientèle	0	0
(+)	Titres de créance émis	-555 918	875 585
(+)	Autres passifs	-1 593 332	-1 764 091
II	Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-1 688 649	-1 701 299
III	FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I+II)	17 703	141 096
(+)	Produit des cessions d'immobilisations financières		
(+)	Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
(-)	Acquisition d'immobilisations financières	0	0
(-)	Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	17 658	14 548
(+)	Intérêts perçus		
(+)	Dividendes perçus	0	0
IV	FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-17 658	-6 200
(+)	Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
(+)	Emission de dettes subordonnées		
(+)	Emission d'actions		
(-)	Remboursement des capitaux propres et assimilés		
(-)	Intérêts versés		
(-)	Dividendes versés	0	130 281
V	FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	0	-135 291
VI	VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	45	-396
VII	TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	542	12 851
VIII	TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE (VI+VII)	587	12 455

LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDEES						ETAT A1	
31-12-2020							
						KDH	
Dénomination	Adresse	Capital social	% du contrôle	% d'intérêts	contribution au résultat consolidé	Méthode de consolidation	
SOCIETE LOSTE & Cie ASSURANCES	127 Bd ZERKTOUNI 7ème étage - CASABLANCA	300 000	97,00%	97,00%	24 505	IG	

LISTE DES ENTREPRISES ENTREES ET DES ENTREPRISES SORTIES DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION		ETAT A2	
31-12-2020			
Dénomination	Adresse		
Entreprises entrées	NEANT		
-			
-			
-			
Entreprises sorties	NEANT		
-			
-			
-			
Commentaires:			

LISTE DES ENTREPRISES LAISSEES EN DEHORS DE LA CONSOLIDATION							ETAT A3
31-12-2020							
Dénomination	Adresse	Montant des capitaux propres	Valeur comptable nette des titres détenus	% du contrôle	% d'intérêts	Montant du résultat du dernier exercice	Motifs justifiant l'exclusion du périmètre de consolidation
NEANT							

Tableau de variation des capitaux propres Consolidé au 31 DECEMBRE 2020

	(en milliers de dirhams)							
	Capital (1)	Réserves liées au capital (2)	Actions propres (3)	Réserves résultats consolidés (4)	Gains ou pertes latents ou différés (5)	Capitaux propres parts Groupe (6)	Intérêts minoritaires (7)	Total (8)
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2018	167 025	83 325	-	1 251 535	-	1 501 885	750	1 502 635
Impact des changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2018 corrigés	167 025	83 325	-	1 251 535	-	1 501 885	750	1 502 635
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	130 280	-	130 280	731	131 011
Résultat de l'exercice	-	-	-	135 907	-	135 907	758	136 665
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2019	167 025	83 325	-	1 257 162	-	1 507 512	777	1 508 289
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2019 corrigés	167 025	83 325	-	1 257 162	-	1 507 512	776	1 508 288
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	758	758
Résultat de l'exercice	-	-	-	34 598	-	34 598	764	35 362
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture au 31 Décembre 2020	167 025	83 325	-	1 291 760	-	1 542 110	782	1 542 892

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

DU 01/01/2020 AU 31/12/2020

en Milliers DH

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice	
					amort. et prov. au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amort. sur immob. sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	130 572	14 717	0	145 289	107 864	1 488	0	109 352	35 937,00
- Fonds de commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Immobilisations en recherche et développement	110 375	6 466	0	116 841	107 761	1 440	0	109 201	7 640
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	20 197	8 251	0	28 448	103	48	0	151	28 297
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	203 476	2 941	0	206 417	146 496	6 789	0	153 285	53 132
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	162 490	643	0	163 133	109 392	5 315	0	114 707	48 426
. Terrain d'exploitation	21 162	0	0	21 162	0	0	0	0	21 162
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	75 838	0	0	75 838	52 291	3 033	0	55 324	20 514
. Immeubles d'exploitation. Agencements	65 490	643	0	66 133	57 101	2 282	0	59 383	6 750
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	38 267	2 298	0	40 565	34 859	1 423	0	36 282	4 283
. Mobilier de bureau d'exploitation	18 042	194	0	18 236	15 675	585	0	16 260	1 976
. Matériel de bureau d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Matériel Informatique	20 177	2 104	0	22 281	19 135	838	0	19 973	2 308
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	49	0	0	49	49	0	0	49	0
. Autres matériels d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPL. EN COUR	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- IMMOBIL. CORPORELLES HORS EXPLOITATION	2 719	0	0	2 719	2 245	51	0	2 296	423
. Terrains hors exploitation	300	0	0	300	0	0	0	0	300
. Immeubles hors exploitation	1 200	0	0	1 200	1 200	0	0	1 200	0
. Mobilier et matériel hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Autres immobilisations corporelles hors exploitat	1 219	0	0	1 219	1 045	51	0	1 096	123
TOTAL	334 048	17 658	0	351 706	254 360	8 277	0	262 637	89 069

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
AU 31/12/2020

ETAT B.1

en milliers de DH

CREANCES	ETS DE CREDIT ET ASSIMILES AU MAROC			Etablissements de Crédit à L'étranger	TOTAL AU 31/12/2020	TOTAL AU 31/12/2019
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres Etablissements de crédit au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS		143 087			143 087	1 327
VALEURS RECUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS DE TRESORERIE	0	0			0	0
- au jour le jour						
- à vue	0	0			0	
PRETS FINANCIERS						
AUTRES CREANCES						
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	0	143 087			143 087	1 327

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
AU 31/12/2020

ETAT B.10

en milliers de DH

DETTES	ETS DE CREDIT ET ASSIMILES AU MAROC			Etablissements de Crédit à L'étranger	TOTAL AU 31/12/2020	TOTAL AU 31/12/2019
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres Etablissements de crédit au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS		133 452			133 452	80 426
VALEURS RECUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS DE TRESORERIE		582 000			582 000	135 000
- au jour le jour						
- à terme		582 000			582 000	135 000
EMPRUNTS FINANCIERS		0			0	0
AUTRES DETTES						
INTERETS COURUS A PAYER		4 473			4 473	350
TOTAL		719 925			719 925	215 776

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS CONSOLIDE
ETAT C.4
I. DATATION

• Date de clôture (1)	31/12/2020
• Date d'établissement des états de synthèse (2)	25/03/2021

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'établissement des états de synthèse

II. EVENEMENT POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ère COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATES	INDICATIONS DES EVENEMENTS

NOTE SUR LES PRINCIPES ET MODALITES DE CONSOLIDATION : PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

IX/ Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est constitué de :

- EQDOM, société anonyme de droit commun constituée au Maroc en septembre 1974.
- LOSTE, société anonyme de droit commun, de courtage en assurances, détenue à 97% par EQDOM.

X/ Principes et modalités de consolidation

Les comptes consolidés arrêtés au 31 DECEMBRE 2020 du groupe EQDOM ont été établis suivant les règles et principes comptables applicables au Maroc telles que prescrites par la méthodologie adoptée par le Conseil National de Comptabilité.

Les opérations réciproques intra-groupes ont été éliminées.

XI/ Principes comptables et méthodes d'évaluation

1) Valeurs en caisses et banques centrales

Ce poste enregistre les avoirs en caisses appartenant au groupe EQDOM.

2) Créances sur les établissements de crédit

Ce poste enregistre les mouvements des comptes bancaires présentant un solde débiteur à la fin de l'exercice.

3) Créances sur la clientèle :

Ce poste enregistre les créances sur la clientèle EQDOM comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation en vigueur.

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré douteuses, douteuses ou compromises et sont provisionnées conformément aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al Maghrib, relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, à hauteur de :
 - 20% pour les créances pré douteuses
 - 50% pour les créances douteuses
 - 100% pour les créances compromises
- Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.
- Dès le déclassement en créances pré douteuses, les intérêts sont comptabilisés en agios réservés et ne sont constatés en produits qu'à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci deviennent sans objet.

4) Autres actifs :

Le poste autre actif enregistre :

- Pour EQDOM : les sommes dues par l'Etat, et les autres débiteurs, ainsi que les comptes régularisation – actif.
- Pour LOSTE : les sommes dues par les clients et comptes rattachés.

5) Les immobilisations données en location avec option d'achat (LOA)

Les immobilisations données en LOA sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition hors taxes et leur amortissement est pris en charge par la société selon le mode linéaire en fonction de la durée de contrat LOA.

En parallèle, la société tient une comptabilité financière qui traite les opérations de la LOA comme des encours financiers, ce qui permet de dégager un résultat financier.

Pour assurer l'homogénéité des comptabilités sociale et financière, une corrélation entre l'amortissement comptable et l'amortissement financier est effectuée. Cette corrélation permet de traduire au niveau des comptes le résultat financier des opérations de crédit-bail.

6) Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles, appartenant à EQDOM, figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire ou dégressive sur les durées de vie estimées avec application du taux d'amortissement réglementaire.

7) Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue
- Dettes à terme

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte résultat.

8) Titres de créances négociables

Ce poste retrace la dette matérialisée par des bons de société de financement BSF.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte résultat.

IV / Comparabilité des comptes :

La présentation des comptes a été effectuée selon les mêmes règles et principes, ce qui assure leur comparabilité d'un exercice à un autre.



7, Boulevard Driss Slaoui
20 160 Casablanca
Maroc



101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

Aux actionnaires de la société

EQDOM S.A.

127, Angle Boulevard Zerktouni et rue Ibnou Bouraid
Casablanca
Maroc

Rapport des commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société **EQDOM** et de sa filiale (le « groupe »), qui comprennent l'état consolidé du bilan au 31 décembre 2020, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 1 542 893 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 35 362.

Ces états ont été établis par le Conseil d'administration le 23 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2020, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables nationales en vigueur.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Identification et évaluation du risque de crédit sur les opérations à la clientèle	
Risque identifié	Notre réponse
<p>Les crédits à la clientèle et les opérations de crédit-bail et de location sont porteurs d'un risque de crédit qui expose EQDOM à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. EQDOM constitue des provisions destinées à couvrir ce risque.</p> <p>Ces provisions sont déterminées en application des principes du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) et notamment selon les dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, qui présente les critères à minima.</p> <p>L'évaluation des provisions en couverture des engagements sur la clientèle requiert</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'identification des engagements en souffrance ; - L'évaluation du montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des créances. <p>Par ailleurs, au 31 décembre 2020, en sus des règles issues de la circulaire de Bank-Al-Maghrib, EQDOM a également constitué une provision prospective en anticipation de pertes attendues liées aux impacts de la crise Covid-19.</p> <p>Au 31 décembre 2020, l'encours net des créances à la clientèle et les opérations de crédit-bail et de location s'élèvent respectivement à MMAD 5.749 et MMAD 1.412. Le montant total des provisions constituées selon les règles de la circulaire 19/G/2002 de Bank-Al-Maghrib s'élève à MMAD 1.045.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit relatif aux créances sur la clientèle et aux les opérations de crédit-bail et de location ainsi que l'évaluation des provisions y afférentes constituaient un point clé de l'audit, ces éléments présentant des montants significatifs et faisant appel pour certains aspects au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne mis en place par EQDOM et testé les contrôles clés relatifs à la classification des créances et à l'évaluation des provisions y afférentes.</p> <p>Nos travaux d'audit ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudier la conformité au PCEC et notamment à la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib des principes mis en œuvre par la société ; en termes de règles de déclassement et de provisionnement ; - Prendre connaissance et apprécier la démarche retenue pour l'estimation de la provision prospective constituée en anticipation de pertes attendues liées aux impacts de la crise Covid-19 ; - Tester le calcul des provisions pour une sélection de créances en souffrance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables nationales en vigueur, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.



Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.



Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 21 avril 2021

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Oriss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 40 00 - Fax : 05 22 29 68 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00

Abdou Souleye DIOP
Associé

PARTIE II : RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société
EQDOM S.A
127, Bd. Zerktouni
Casablanca

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le Président du Conseil d'administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2020 :

1.1 Conventions non préalablement autorisées par le conseil d'administration

1.1.1 Convention de mise à disposition de personnel détaché d'EQDOM (non signée) :

- **Personnes concernées** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention, prévoit la mise à disposition de personnel détaché de la société EQDOM au profit de la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES moyennant une rémunération mensuelle
- **Délai de paiement** : mensuel sur présentation de facture
- **Montant comptabilisé en produits en 2020** : KMAD 32 HT ;
- **Montant encaissé par EQDOM en 2020** : Néant ;
- **Créances au 31 Décembre 2020** : KMAD 38 TTC.



Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

1.1.2 Convention de service pour la mise en place d'un dispositif de support informatique entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUE (écrite) :

- **Personnes concernées** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM
- **Date de conclusion** : 1^{er} Janvier 2020
- **Nature, objet et modalités de la convention** : La convention a pour but de lier deux parties dans une démarche d'amélioration du niveau de service rendu par le prestataire, en fonction des moyens dont il dispose, et en respectant mutuellement les engagements ;
- **Délai de paiement** : Trimestriel sur présentation de facture.
- **Montant comptabilisé en immobilisations en 2020** : KMAD 3 430 HT
- **Montant décaissé par EQDOM en 2020** : KMAD 2 469 TTC
- **Dettes au 31 Décembre 2020** : KMAD 1 647 TTC

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE 2020 :

2.1 Convention de prestations de services conclue entre EQDOM et SOGEFINANCEMENT (écrite) :

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM et 100% des actions de SOGEFINANCEMENT
- **Date de la convention** : 23 avril 2004, modifiée par avenant du 30 juin 2012 avec effet du 1^{er} juillet 2012 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention a pour objet de définir les prestations de services consentis par EQDOM à SOGEFINANCEMENT dans le cadre des prêts accordés par cette dernière à sa clientèle. Ces prestations de service, facturées mensuellement, concernent la gestion informatique et comptable, la gestion du back office des dossiers contentieux et des dossiers sinistres, et l'élaboration des reportings périodiques ;
- **Délai de paiement** : mensuel sur présentation de facture
- **Montant comptabilisé en produits en 2020** : KMAD 1 800 HT ;
- **Montant encaissé par EQDOM en 2020** : KMAD 3 780 TTC ;
- **Créance au 31 Décembre 2020** : Néant.



2.2 Convention de rémunération de gestion entre EQDOM et FINANCIAL SERVICES HOLDING (écrite) :

- **Personne concernée** : FINANCIAL SERVICES HOLDING en sa qualité d'actionnaire détenant 56,94% des actions de SOCIETE GENERALE MAROCCANE DE BANQUES et cette dernière détenant 53,72% des actions d'EQDOM
- **Date de la convention** : 23 décembre 2005, modifiée le 28 septembre 2010 et complétée par avenant du 20 janvier 2014 avec effet rétroactif du 31 octobre 2013 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Au titre de cette convention, la SOCIETE GENERALE assiste EQDOM dans divers domaines notamment le management, le commercial, le financier, le système d'information, l'audit et la gestion des risques moyennant la refacturation d'une quote-part des coûts engagés pour le compte des entités bénéficiant de ces prestations.
- **Délai de paiement** : 3 mois après date de facturation.
- **Montant comptabilisé en charges en 2020** : KMAD 3 334 HT ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2020** : Néant ;
- **Dette au 31 Décembre 2020** : KMAD 27 066 HT et KMAD 3 334 HT de charges à payer.

2.3 Convention de garantie conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (écrite) :

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM
- **Date de la convention** : 15 mai 1996 avec SOGECREDIT et avec EQDOM après la fusion avec SOGECREDIT en 2003 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention vise à couvrir EQDOM, à raison de 50%, contre la perte définitive suite à la défaillance des clients apportés par la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES, bénéficiaires du crédit « FLASH ».
En rémunération de cet engagement, la SGMA reçoit une commission calculée sur l'encours financier des crédits « FLASH » selon un taux déterminé annuellement.
- **Délai de paiement** : mensuel sur présentation de facture.
- **Montant comptabilisé en charges en 2020** : Néant ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2020** : Néant ;
- **Dette au 31 décembre 2020** : Néant.



mazars

Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

2.4 Convention de mise à disposition de personnel détaché de la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (non écrite) :

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention, non écrite, prévoit la mise à disposition de personnel détaché de la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES au profit de la société EQDOM moyennant une rémunération mensuelle ;
- **Délai de paiement** : mensuel sur présentation de facture.
- **Montant comptabilisé en charges en 2020** : KMAD 10 289 HT ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2020** : KMAD 11 227 TTC ;
- **Dette au 31 Décembre 2020** : 2 603 KMAD TTC et 714 KMAD HT de charges à payer.

2.5 Convention de service pour le centre de services partagés au Maroc (SSSC) conclue avec la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (écrite) :

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM
- **Date de la convention** : 1^{er} janvier 2010 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention a pour objet de constituer un Centre de Services Partagés Achats, afin de faire bénéficier les filiales marocaines du groupe SG du service rendu par le SSSC (Sourcing Shared Service Central).

Le SSSC est une organisation permettant la gestion des achats pour l'ensemble des entités membres du SSSC, implantées au Maroc, en coordination avec RESG/ACH, dans un objet de maîtrise des dépenses externes et des risques contractuels.

Les coûts de fonctionnement du SSSC seront validés annuellement par les entités membres lors du bilan de fin d'année. La facturation de l'année N s'effectue sur la base du coût réel du SSSC durant l'année N-1.

- **Délai de paiement** : 30 jours à partir de la date de réception de facture
- **Montant comptabilisé en charges en 2020** : KMAD 358 HT ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2020** : KMAD 430 TTC ;
- **Dette au 31 Décembre 2020** : 358 HT de charges à payer.



mazars

Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

2.6 Convention sur l'organisation du contrôle périodique conclue avec la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (écrite) :

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM ;
- **Date de la convention** : 1^{er} février 2011 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention a pour objet de définir les conditions d'exercice de l'activité contrôle périodique par la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES au profit d'EQDOM moyennant une rémunération semestrielle.
Le contrôle périodique est un dispositif ayant pour mission d'évaluer, dans le cadre d'une approche objective, rigoureuse et impartiale, l'efficacité du système du contrôle interne. Il couvre l'ensemble des activités.
- **Délai de paiement** : 45j au maximum après la date d'émission de la facture ;
- **Montant comptabilisé en charges en 2020** : KMAD 367 HT ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2020** : Néant ;
- **Dette au 31 Décembre 2020** : KMAD 691 HT de charges à payer.

2.7 Convention de gestion et de centralisation du service titres conclue avec la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (écrite) :

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM ;
- **Date de conclusion** : 1^{er} janvier 2004, modifié par avenant du 25 Septembre 2018 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention a pour objet d'assurer la gestion et la centralisation du service titres EQDOM par la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES moyennant une rémunération annuelle forfaitaire. L'avenant a fixé le montant de la commission annuelle à 150 KMAD HT.
- **Délai de paiement** : à la fin du mois de juillet ;
- **Montant comptabilisé en charges en 2020** : KMAD 150 HT ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2020** : KMAD 165 TTC ;
- **Dette au 31 Décembre 2020** : Néant

2.8 Convention de Produit Cardless conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (écrite) :

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM ;



mazars

Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

- **Date de la convention** : 02 décembre 2013, modifiée par avenant du 11 avril 2014 et complétée par avenant du 26 octobre 2017 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention a pour objet d'assurer, par la SGMA, la prestation d'émission des cartes de retrait virtuelles des clients de EQDOM, souscripteurs aux prêts de consommation d'une valeur inférieur ou égale à 50 000.00 dhs, et désireux de recevoir le montant de financement de leur crédit selon ce mode financement.
En rémunération de ces prestations, la SGMA reçoit une commission fixée à 17dh par dossier, avec revue chaque six mois depuis la date de démarrage, en fonction d'éléments de nature à modifier sensiblement le business model.
- **Délai de paiement** : 30 jours à partir de la date de réception de facture ;
- **Montant comptabilisé en charges en 2020** : Néant ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2020** : Néant ;
- **Dettes au 31 Décembre 2020** : Néant.

2.9 Convention de prestation de services conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (écrite) :

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM ;
- **Date de la convention** : 25 mai 2017 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention a pour but de lier les deux parties dans une démarche d'amélioration du niveau de service rendu et d'établir une relation de type Client/Fournisseur classique, tendant à une meilleure maîtrise des principaux éléments de gestion du risque juridique (qualité-délai-coûts), en vue de sécuriser l'activité juridique du bénéficiaire conformément aux normes du groupe ;
En rémunération de ces prestations, la SGMA reçoit une commission calculée en fonction du degré de complexité de l'intervention et de la nature.
- **Délai de paiement** : dépend de la nature de la prestation fournie.
- **Montant comptabilisé en charges en 2020** : KMAD 250 HT ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2020** : KMAD 300 TTC ;
- **Dettes au 31 Décembre 2020** : KMAD 250 HT de charges à payer.

2.10 Convention de services (Client Service Agrément) conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE AFRICAINE BUSINESS SERVICES (écrite) :



mazars

Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

- **Personne concernée** : SG ABS représentée par Monsieur Laurent TULONG en sa qualité de Président, filiale du Groupe Société Générale à hauteur de 95%, et SG FINANCIAL SERVICES HOLDING en sa qualité d'actionnaire détenant 56,94% des actions de SOCIETE GENERALE MAROICANE DE BANQUES et cette dernière détenant 53,72% des actions d'EQDOM.
- **Date de la convention** : 1^{er} octobre 2017 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles EQDOM confie à SG ABS, en sa qualité de professionnel, les prestations d'hébergement du système d'information dans les Datacenter localisés au Maroc et mutualisés pour les filiales du Groupe Société Générale au Maroc, ainsi que d'exploitation de ce système d'information.
- **Délai de paiement** : Trimestriel sur présentation de facture.
- **Montants comptabilisés en 2020** : KMAD 4 184 HT ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2020** : KMAD 5 060 TTC ;
- **Dette au 31 Décembre 2020** : KMAD 1 255 TTC.

2.11 Convention d'affacturage conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DES BANQUE (écrite) :

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM
- **Date de la convention** : 13 Décembre 2018 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention a pour objet de fixer les modalités de financement par la banque, par voie d'affacturage, des créances certaines, liquides et exigibles de l'adhérent sur l'Etat au titre du crédit de TVA. Le financement des créances TVA est assuré par la Banque moyennant un taux fixe de 3,5% l'an hors taxes

L'adhérent est redevable de la rémunération jusqu'à extinction de l'encours des Créances TVA financés par la banque.
- **Délai de paiement** : Trimestriel selon l'échéancier de remboursement des intérêts.
- **Montant comptabilisé en charges en 2020** : KMAD 1 366 HT ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2020** : KMAD 1 154 TTC.
- **Dette au 31 décembre 2020** : KMAD 348 TTC ;

2.12 Convention de service conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DES BANQUES (écrite non signée) :



Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM ;
- **Date de la convention** : 2018 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention a pour objet de fixer les prestations à accomplir par EQDOM, se rapportant à la gestion des crédits à la consommation non affectés au profit des clients SGMB.

La présente convention est conclue pour une durée de dix (10) années commençant à courir à compter de sa signature par les parties.

Il est expressément convenu entre les parties que l'apport des crédits à la consommation par la SGMB à EQDOM, concernant les clients SGMB dont les encours seront portés dans les livres d'EQDOM, sera rémunéré annuellement par le versement par EQDOM à la SGMB de la différence entre le RAI généré par les clients SGMB et le montant de 1,9% des encours bruts moyens des clients SGMB.

- **Délai de paiement** : Versement annuel.
- **Montant comptabilisé en charges en 2020** : KMAD 300 HT ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2020** : Néant
- **Dette au 31 Décembre 2020** : KMAD 1 000 HT de charges à payer.

2.13 Convention d'intermédiation conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DES BANQUES (écrite non signée) :

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM ;
- **Date de la convention** : 2018 (en cours de signature) ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : SGMB sollicite d'EQDOM qui accepte, de la représenter en qualité d'intermédiaire agréé en opérations de crédit à la consommation non affecté destiné aux clients EQDOM.
En contrepartie de la prestation rendue par l'intermédiaire, EQDOM lui versera une rémunération fixée selon les modalités convenues d'un commun accord ci-après :
 - 1- Une rémunération d'apport trimestrielle à la production basée sur la grille de rémunération des intermédiaires D'EQDOM.
 - 2- Un bonus annuel calculé en fonction de l'encours sains moyen réalisé par l'intermédiaire.
- **Délai de paiement** : Rémunération d'apport trimestrielle et bonus annuel.
- **Montant comptabilisé en charges en 2020** : Néant ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2020** : Néant ;
- **Dette au 31 Décembre 2020** : Néant.



Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

Casablanca, le 21 avril 2021

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Member Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél: 05 22 54 48 00 - Fax: 05 22 29 68 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20350 Casablanca
Tél: 05 22 42 84 25
Fax: 05 22 42 84 00
Abdou Souleye DIOP
Associé

ETAT DES HONORAIRES VERSES AUX CONTROLEURS DE COMPTES

Annex III.2.N. Etat des honoraires versés aux contrôleurs de comptes													EN DIRHAMS
	CAC 1 - MAZARS						CAC 2 FIDAROC FIDAROC GRANT THORNTON ⁽¹⁾						TOTAL
	Montant / Année			Pourcentage / Année *			Montant / Année			Pourcentage / Année *			
	N	N-1	N-2	N	N-1	N-2	N	N-1	N-2	N	N-1	N-2	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés													
Emetteur	202 000	180 000	180 000	46,22	47,12	47,12	235 000	0	0	53,78	0	0	797 000
Filiales													
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes													
Emetteur													
Filiales													
Sous-total	202 000	180 000	180 000	46,22	47,12	47,12	235 000	0	0	53,78	0	0	797 000
Autres prestations rendues													
Autres													
Sous-total													
Total général	202 000	180 000	180 000	46,22	47,12	47,12	235 000	0	0	53,78	0	0	797 000
	(*) : Part de chaque ligne dans le total général de l'année concernée												
	(1) : L'année 2020 est le premier exercice du mandat du cabinet FIDAROC GRANT THORNTON												

PARTIE III : COMMENTAIRE DES DIRIGEANTS ET PRESENTATION GENERALE D'EQDOM

I-Commentaire des dirigeants

Filiale du Groupe Société Générale et référence du crédit à la consommation depuis plus de 45 ans, Eqdom se réinvente avec une **nouvelle identité visuelle** révélée en 2020 et signe « L'essentiel, c'est vous ». Dans un contexte mondial marqué par un réel changement de paradigmes, où tout va de plus en plus vite, Eqdom capitalise sur les atouts historiques de sa marque pour se réinventer dans la fluidité.

Au sortir du confinement, Eqdom s'est démarquée sur le marché du crédit à la consommation en prenant le parti de révéler sa transformation visuelle en plein contexte de pandémie. Un choix déterminé par sa volonté de démontrer à tous ses publics que l'entreprise s'adapte à son environnement et affiche sa confiance en l'avenir. A travers sa nouvelle identité visuelle qui va au-delà de son logo et de sa signature, Eqdom s'inscrit dans la nouvelle ère du crédit et marque l'avènement d'une transformation de fond vers un fonctionnement axé sur la centricité client.

Une première preuve de cette promesse de proximité est l'octroi de crédit en ligne via la **plateforme de son site web transactionnel www.eqdom.ma**, lancé pendant le 1^{er} confinement, elle permet d'offrir une meilleure expérience client et d'obtenir une réponse instantanée. Dans un contexte où les clients utilisent toujours davantage les outils digitaux pour souscrire des produits bancaires et avec une tendance de digitalisation des services qui a été encore renforcée par la crise sanitaire, Eqdom innove et a lancé une nouvelle solution d'octroi de crédit en ligne. Avec un parcours d'octroi digitalisé, Eqdom se dote d'une solution digitale qui vise à faciliter la réalisation des projets de ses clients. Les clients ont désormais accès à leur agence digitale à distance et en quelques clics et n'auront besoin que d'un seul déplacement en agence pour finaliser leurs demandes de crédits.

Eqdom a également remporté le **trophée CFI Awards**. Capital Finance International, magazine spécialisé basé à Londres, a décerné à Eqdom le Prix annuel et régional du : « Best Inclusive Consumer Finance – North Africa 2020 ». Cette distinction est une reconnaissance des efforts de l'entreprise pour favoriser l'inclusion financière de franges de la population qui ne répondent pas aux critères d'octroi du crédit classique. A ce titre, le jury a salué l'engagement d'Eqdom dans l'élaboration de solutions de financement à impact social. Enfin, le jury a également souligné que l'inclusion chez Eqdom ne s'arrête pas aux opérations orientées clients, mais s'étend également à ses équipes avec un ratio de parité hommes-femmes de 50-50, qui en fait une entreprise qui valorise ouvertement la compétence et la diversité jusqu'à ses plus hautes instances managériales.

Dans un contexte de crise inédite, Eqdom démontre sa capacité de résilience en dégagant un résultat bénéficiaire en 2020. Eqdom montre également des fondamentaux solides en affichant des ratios prudentiels largement au-dessus des seuils réglementaires.

En millions MAD

POSTES	Décembre 2020	Décembre 2019
Produit Net Bancaire	494,1	542,6
Résultat brut d'exploitation	260,7	299,2
Dotations aux provisions nettes de reprises pour créances en souffrance	145,8	72,2
Résultat net de l'exercice	34,4	135,0

II- Présentation Générale d'EQDOM

II-1 Renseignements à caractère général

Dénomination sociale	EQDOM
Siège social	127, Bd Zerktouni, Casablanca
Téléphone	05.22.25.99.99
Fax	05.22.25.00.06
Site web	www.EQDOM.ma
Adresse mail	communication@EQDOM.co.ma
Forme juridique	Société anonyme à Conseil d'Administration, de droit privé marocain
Capital social au 31/12/2020	167.025.000 dirhams, divisé en 1.670.250 actions, entièrement libérées et d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune
Date de constitution	2 septembre 1974
Durée de vie	99 ans, à compter du jour de la constitution, sauf dans le cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux statuts
Numéro d'inscription au registre de commerce	32775 – Casablanca
Exercice social	L'exercice social commence le 1 ^{er} janvier et se termine le 31 décembre
Objet social (article 3 des statuts)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ «Toutes les opérations de financement et de crédit de nature à permettre ou à faciliter le paiement de tout bien meuble, notamment tout bien électroménager, cycle et cyclomoteur, mobilier et bureautique ; ▪ Toutes les opérations de financement et de crédit, de nature à permettre ou faciliter le paiement de tout bien ou service à caractère économique, socioculturel ou de bien-être ; ▪ et généralement toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière se rapportant directement ou indirectement à ces objets»
Documents juridiques	Les statuts, les procès-verbaux des assemblées générales, les rapports des Commissaires Aux Comptes peuvent être consultés au siège d'EQDOM : 127, Bd Zerktouni, Casablanca
Liste des textes législatifs et réglementaires applicables	<p>Par sa forme juridique, EQDOM est régie par la loi n°17-95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La loi n°1-14-193 du 1^{er} rabii I 1436 (24 décembre 2014) portant promulgation de la loi 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés promulguée; <p>De par sa cotation en bourse, EQDOM est soumise aux dispositions du :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Règlement général de la Bourse de Casablanca approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°2208-19 du 3 juillet 2019. ▪ Dahir portant loi n°1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de loi n°35-96 relative à la création d'un dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs; ▪ Règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ; ▪ Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier telle que modifiée et complétée; ▪ Règlement général de l'AMMC approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 2169-16 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016) ;

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dahir n°1-13-21 du 13 mars 2013 portant promulgation à la loi n°43-12 relative à l'Autorité marocaine du marché des capitaux ; ▪ Dahir n°1-12-55 du 14 safar 1434 (28 décembre 2012) portant promulgation de la loi n° 44-12 relative à l'appel public à l'épargne et aux informations exigées des personnes morales et organismes faisant appel public à l'épargne. ▪ Les circulaires de l'AMMC ; ▪ Loi 19-14 relative à la Bourse des Valeurs , aux sociétés de financement et aux conseillers en investissement. <p>De par ses émissions de BSF, EQDOM est soumise aux dispositions du:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dahir n°1-95-3 du 26 janvier 1995 portant promulgation de la loi n° 35-94 relatives à certains titres de créances négociables tels que modifiés et complétés.
Régime fiscal	Le régime fiscal d'EQDOM est régi par la législation commerciale et fiscale en vigueur applicable aux sociétés de financement. Elle est soumise à l'impôt sur les sociétés (37%) et à la TVA (10% pour les crédits à la consommation et 20% pour les LOA)
Tribunal compétent en cas de litige	Tribunal de commerce de Casablanca

II-2 Capital social

II-2-1 Composition du capital

Le capital social d'EQDOM s'élève au 31 décembre 2020 à 167.025.000 dirhams, divisé en 1.670.250 actions, entièrement libérées et d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune, toutes de même catégorie.

II-2-2 Evolution de l'actionariat

Au 31/12/2020, la majorité du capital social d'EQDOM est détenue par le Groupe Société Générale à travers sa filiale Société Générale Marocaine de Banques à hauteur de 53,72%.

II-3 Notation d'EQDOM

Les notes attribuées par l'agence internationale de notation Fitch Rating en date du 12 février 2021 sont les suivantes :

Note à court terme : confirmé à « F1+ (mar) »

Note à long terme : confirmé à AA+ (mar) » avec perspectives stables et Support : 3

II-4 Activité d'EQDOM

II-4-1 Produits commercialisés

Dans le cadre de sa stratégie de développement, EQDOM offre à sa clientèle une gamme de produits susceptibles de répondre aux attentes d'une clientèle de plus en plus exigeante. Engagée depuis 1998 dans une politique de diversification des produits offerts, EQDOM s'est tournée depuis 2003 vers le crédit affecté touchant les domaines de l'automobile, de la moto et des biens et services destinés à l'équipement des ménages.

Animée par la volonté d'attirer une nouvelle clientèle, EQDOM a poursuivi sa politique commerciale visant à drainer une nouvelle clientèle bancarisée et surtout jeune à travers le lancement en mai 2020 de son site transactionnel pour se rapprocher davantage de ces clients et marquer sa nouvelle ère dans le monde du digital.

Sur cette même lancée ; EQDOM a intégré depuis 2014 le scoring composante importante dans la gestion du risque de crédit.

Soucieuse de présenter à ses clients des solutions de financement sur mesure et rester compétitif sur la place ; EQDOM poursuit sa politique de refonte régulière de sa grille tarifaire.

Les caractéristiques des produits proposés par EQDOM se présentent comme suit :

Produit	Mode de prélèvement	CSP	Durée
Crédit non affecté (Prêts personnels)	Prélèvement à la source	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonctionnaires ▪ Salariés d'un organisme conventionné ▪ Retraités (CMR ; RCAR ; CIMR) 	De 6 à 120 mois en fonction de la CSP
	Prélèvement bancaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Salariés du secteur privé ▪ Profession libérale ▪ Commerçants ▪ Artisans 	
Crédit affecté (Crédit équipement domestique)	Prélèvement bancaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonctionnaires ▪ Salariés du secteur privé ▪ Retraités ▪ Employés de collectivités locales ▪ Profession libérale ▪ Commerçants ▪ Artisans ▪ Personnes morales 	De 4 à 60 mois
Crédit affecté (LOA)	Prélèvement bancaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonctionnaires ▪ Salariés du secteur privé ▪ Employés des collectivités locales ▪ Retraités ▪ Profession libérale ▪ Personnes morales ▪ Commerçants ▪ Artisans ▪ Professionnels du transport (Taxis ; Loueurs ; Transporteurs) 	De 24 à 72 mois en fonction de la CSP
Crédit affecté (Auto crédit classique)	Prélèvement bancaire et prélèvement à la source	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonctionnaires ▪ Salariés ▪ Profession libérale ▪ Commerçants ▪ Artisans ▪ Retraités ▪ Personnes morales 	De 6 à 72 mois (jusqu'à 96 mois pour les fonctionnaires en prélèvement à la source)

II-4 2 Segmentation de la clientèle

La clientèle d'EQDOM est composée des fonctionnaires, des retraités des différentes caisses de retraites, des employés des organismes conventionnés, des salariés des organismes non conventionnés, des professions libérales, des commerçants et des artisans.

Ainsi, le portefeuille est segmenté en fonction de la catégorie socioprofessionnelle et également en fonction du mode de prélèvement. De ce fait, nous avons le segment des clients en prélèvement à la source où on y trouve les fonctionnaires, les retraités et les salariés des organismes conventionnés. Celui des clients en prélèvement bancaire, dans lequel sont regroupés toutes les catégories socioprofessionnelles.

II-4-3 Réseau commercial

EQDOM s'appuie sur un réseau de distribution directe pour se rapprocher davantage de ses partenaires concessionnaires automobile et d'un tissu d'administrations à bon potentiel. Le nombre total d'agences au 31 décembre 2020 est de 24 agences, présentes dans les principales villes du Royaume :

Localisation	Nombre d'agences
Casablanca	6
Rabat	3
Marrakech	2
Tanger	2
Settat	1
Fès	1
Salé	1
Oujda	1
Agadir	1
Safi	1
Tétouan	1
Meknès	1
El Jadida	1
Kenitra	1
Béni Mellal	1
Total	24

En plus de son réseau d'agences, EQDOM met à la disposition de ses clients un réseau composé de :

- 102 intermédiaires agréés actifs présents notamment dans les villes où EQDOM n'est pas représentée par une agence ;
- Un large réseau de distributeurs composé de concessionnaires, revendeurs et commerçants, dans divers domaines d'activité (électroménager, ameublement, automobile, travaux domestiques, immobilier, bureautique, voyages, assurance, et santé) pour la commercialisation du crédit affecté ;
- 261 entreprises conventionnées actives ;



Partie VI : RAPPORT ESG

La rédaction du présent reporting a pour référentiel la description détaillée fournies dans l'annexe III.2.M de la circulaire de l'AMMC n°3-19 et s'inspire du cadre de référence du Groupe.

I- ELEMENTS GENERAUX

I-1 MATRICE DE MATERIALITE

EQDOM s'inscrit dans le cadre de la matrice de matérialité arrêtée par le Groupe visant à hiérarchiser les enjeux de développement durable au regard des priorités exprimées par les parties prenantes internes et externes.

Les principaux enjeux pour EQDOM portent sur :

- a. La satisfaction des clients, incluant la protection de leurs données personnelles.
- b. Le dialogue avec les parties prenantes et la transparence des processus de décision (gouvernance).
- c. Le soutien à l'innovation responsable par une offre adaptée.
- d. L'engagement d'être un employeur responsable-attractivité et rétention des talents.
- e. L'éthique des affaires.
- f. La maîtrise des risques liés au Droits Humains dans les relations avec les partenaires et les fournisseurs.

Le rapport ESG, n'est pas certifié par un vérificateur externe, EQDOM s'est engagée dans un processus d'amélioration continue pour le mettre à niveau aux meilleurs standards.

II- ELEMENTS SPECIFIQUES

II-1 Informations Environnementales

Vu la nature de son activité, EQDOM ne dispose pas d'activités polluantes ni de gestion des déchets ou opérations de recyclage.

Par ailleurs, en matière d'environnement pour son propre compte, EQDOM optimise sa consommation d'eau et d'énergie. A titre de rappel, EQDOM a obtenu en 2019 un financement, pour son initiative d'éclairage LED du siège, et ce dans le cadre du prix de l'efficacité énergétique SG.

II-2 Informations sociales

II-2-1 Participation du personnel

La réussite de la stratégie de croissance d'EQDOM repose aussi bien sur le partage des valeurs du groupe Société Générale (professionnalisme, esprit d'équipe & innovation) que sur une politique RH basée sur la diversité et la récompense du mérite. Une politique qui vise à nourrir et à développer davantage la notion d'appartenance au groupe, et ce, à travers un plan mondial d'actionnariat groupe SG (Plan Mondial d'Actionnariat Salarié - PMAS), en leur offrant la possibilité de devenir actionnaires porteurs d'actions et forces vives de propositions.

Il n'existe aucun schéma d'intéressement direct offert par EQDOM.

II-2-2 Moyens humains

La stratégie d'EQDOM sur le plan RH est structurée comme suit :

Politique Gestion de carrière : la politique de gestion de carrière est un levier stratégique du management des ressources humaines au sein d'EQDOM permettant le recrutement, le développement et la fidélisation des compétences à travers un accompagnement permanent des collaborateurs par l'élaboration des plans de formation ciblés, un système d'évaluation annuelle des performances, une gestion de mobilité interne assurée avec le respect du principe de la transparence et d'équité des chances offertes aux salariés par la mise en ligne du service « Bourse d'emploi » ainsi que la mise en place d'un plan de succession des postes clés en conformité avec la nouvelle stratégie du groupe.

Politique de rémunération : Les politiques de recrutement et de rémunération sont des composantes importantes de la politique globale RH, au service des objectifs stratégiques d'EQDOM.

En effet, à la lumière des résultats de l'entreprise et de la stratégie définie par le Conseil d'administration, la politique de rémunération et de recrutement sont déterminés et validés par le Comité de Rémunération annuellement.

EQDOM a fait le choix d'une politique de rémunération équilibrée entre différentes composantes, dont l'objectif consiste à motiver et fidéliser les collaborateurs. La politique de rémunération d'EQDOM est ainsi composée de la rémunération fixe dont l'objet consiste à rémunérer le travail en fonction du niveau de responsabilités, des compétences, de la maîtrise du poste ainsi que des valeurs de marché. Le salaire fixe est ensuite complété de primes diverses et en particulier d'une rémunération variable dont l'objet consiste à rétribuer la contribution de chaque collaborateur aux résultats de l'entreprise. La variable évolue selon la performance et l'engagement du collaborateur à travers l'atteinte des objectifs fixés pour l'année.

Annuellement, les rémunérations fixes et variables font l'objet d'une revue sur la base d'un système d'évaluation annuelle. La revue de ces rémunérations est également réalisée sur la base des analyses tant internes qu'externes, qui permettent à EQDOM de poursuivre sa démarche d'équité tout en veillant à la compétitivité de ses rémunérations.

La politique de rémunération ainsi définie s'appuie sur les valeurs de transparence et d'équité et ce dans le respect des législations locales en vigueur.

Au-delà de ces rémunérations, EQDOM a une politique d'avantages sociaux avantageux pour ses collaborateurs, dont une couverture médicale, une retraite complémentaire, des primes diverses, des centres d'estivages, des crédits à taux avantageux, etc.

Politique de recrutement : EQDOM définit annuellement un plan de recrutement sur la base de sa politique de recrutement et en ligne avec les objectifs stratégiques. En fonction des besoins de staffing, la priorité est donnée à la mobilité interne. Pour ce faire, en 2019, une bourse d'emploi a été mise en place permettant en toute transparence de publier les besoins de staffing auprès de l'ensemble des collaborateurs ce qui permet de gérer aussi en équité la gestion de carrière.

En outre, EQDOM recourt aux recrutements externes pour des besoins spécifiques sur des postes techniques ou requérant une expertise particulière ou une expérience éprouvée dans un domaine particulier. En 2020, 3 recrutements ont été réalisés.

Formation : la politique de formation fait partie des axes stratégiques d'EQDOM. 4 axes stratégiques de formation ont été ainsi définis : Commercial ; Recouvrement ; Digital et Marketing.

Mesure prises pour l'égalité hommes/femme : globalement, la parité au sein d'Eqdom est respectée. Les effectifs d'Eqdom sont composés de 50,3% d'hommes et 49,7% de femmes. Cette parité est respectée dans tous les processus RH du recrutement à la gestion de carrière.

Au 31 décembre 2020, l'effectif d'EQDOM s'est établi à 312 personnes, contre 307 à fin décembre 2019 avec un taux d'encadrement de l'ordre de 1.63%.

	2018	2019	2020	Ev. 20/19
Cadres	136	136	139	2,21%
Non Cadres	175	171	173	1,17%
Effectif EQDOM	311	307	312	1,63%
Taux d'encadrement	43,70%	44,30%	44,55%	-
Dont effectif détaché*	6	4	5	25,00%

*Effectif y compris le personnel détaché. Pour l'effectif détaché, l'organisme employeur est SGMB.

Sur la période 2018-2020, les principaux indicateurs RH de la société se présentent comme suit :

	2018	2019	2020
Répartition par catégorie	136 cadres et 175 non cadres	136 cadres et 171 non cadres	139 cadres et 173 non cadres
Répartition par catégorie et par sexe pour chaque catégorie	79 Cadres Hommes 57 cadre femmes 80 Non cadres Hommes et 95 non cadres femmes	77 Cadres Hommes 59 cadre femmes 79 Non cadres Hommes et 92 non cadres femmes	76 Cadres Hommes 63 cadre femmes 81 Non cadres Hommes et 92 non cadres femmes
Répartition des effectifs par ancienneté	< à 10 = 82 de 10 à <20 = 141 > à 20 = 88	< à 10 = 66 de 10 à <20 = 150 > à 20 = 91	< à 10 = 72 de 10 à <20 = 133 > à 20 = 107
Nombre de représentants du personnel	7 titulaires & 7 suppléants	7 titulaires & 7 suppléants	7 titulaires & 7 suppléants
Nombre d'accidents de travail	0	1	1
Nombre de jours de grève	0	0	0
Nombre de licenciements	1 Cadre 1 Non cadre	0 Cadre 1 Non cadre	1 Cadre 0 Non cadre
Nombre de démissions	7 Cadres 1 Non cadre	5 Cadres 1 Non cadre	2 Cadres 12 Non cadre (dont -11 Stagiaires ANAPEC)
Nombre de recrutement	8 Cadres 3 Non cadres	7 Cadres 5 Non cadres	0 Cadres 30 Non cadres (dont -27 Stagiaires ANAPEC)
Nombre des litiges sociaux (collectifs et individuels)	0	2	1 (*)

(*) Le litige correspond à un litige individuel suite au départ d'une personne.

Par ailleurs, la société est structurée en :

- ✓ Direction Commerciale.
- ✓ Direction des Risques.
- ✓ Direction Financière.
- ✓ Direction des Ressources humaines.
- ✓ Direction d'Organisation, Transformation et des Systèmes d'Information.
- ✓ Direction Support et Production.
- ✓ Direction Innovation, Marketing et communication.
- ✓ Secrétariat du Conseil et Loste.
- ✓ Direction Conformité.
- ✓ Département Contrôle permanent RO & SM.
- ✓ Département d'Audit Interne.
- ✓ Département Affaires Juridiques.
- ✓ Département Contrôle Niveau 2.
- ✓ Département Achats et moyens Généraux.
- ✓ Chief data officier.

II-3 Gouvernance d'EQDOM

II-3-1 Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration d'EQDOM au 31/12/2020 est composé de 11 membres et présidé par Monsieur Khalid CHAMI.

La composition actuelle du Conseil d'Administration d'EQDOM ainsi que les dates de début et d'expiration de mandat se présentent comme suit :

Nom et prénom	Qualité	Date de début du mandat	Date d'expiration du mandat
M. Khalid CHAMI	Président du Conseil d'Administration	AGO du 13/09/2018	AGO statuant sur les comptes de 2023
Mme Amina FIGUIGUI	Administratrice indépendante	AGO du 13/09/2018	AGO statuant sur les comptes de 2021
Mme Michèle THILL	Administratrice (Superviseur région Maroc au sein du groupe SG)	AGO du 26/06/2020	AGO statuant sur les comptes de 2023
M. Abdelaziz TAZI	Administrateur (Président d'honneur et membre du conseil de surveillance de SGMB)	AGO du 11/05/2017	AGO statuant sur les comptes de 2022
M. Mohamed TAHRI	Administrateur (Directeur Général et membre du Directoire de SGMB)	AGO du 26/06/2020	AGO statuant sur les comptes de 2022
M. Saïd RKAIBI	Administrateur	AGO du 15/05/2018	AGO statuant sur les comptes de 2022
M. Gérard TOUATI	Administrateur (ex-représentant de SGCF)	AGO du 15/05/2018	AGO statuant sur les comptes de 2022
SGMB (représentée par son Président du Directoire M. Ahmed EL YACOUBI)	Administrateur	AGO du 11/05/2017	AGO statuant sur les comptes de 2022
CIMR (représentée par son Président Directeur Général, M. Khalid CHEDDADI)	Administrateur	AGO du 11/05/2017	AGO statuant sur les comptes de 2022
SCR (représentée par son Directeur Général Monsieur Youssef FASSI FIIHRI)	Administrateur	AGO du 11/05/2017	AGO statuant sur les comptes de 2022
M. Jean-Hugues DELVOLVE (*)	Administrateur	AGO du 27/05/2021	AGO statuant sur les comptes de 2024

(*) La nomination de Monsieur Jean-Hugues DELVOLVE sera ratifiée par la prochaine AGO du 27 mai 2021.

I-3-2 Critères adoptés par la société en matière d'indépendance des membres du Conseil d'administration

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, notamment la loi n° 103-12, la circulaire 5/W/2016 et la lettre circulaire den° 1/DSB/2018 de Bank Al-Maghrib sur la gouvernance au sein des Établissements de Crédit, le Conseil d'Administration d'EQDOM compte un (1) seul membre indépendant.

La qualité d'Administrateur Indépendant répond aux critères définis dans la circulaire du Wali de Bank Al-Maghrib du 5/W/2016 du 10 juin 2016 fixant les conditions et les modalités de désignation d'administrateurs ou membres indépendants au sein de l'organe d'administration des établissements de crédit.

II-3-3 La parité et règles suivies en la matière

La diversité des genres et la promotion des femmes font partie des engagements d'EQDOM, avec comme principaux axes d'actions : le développement des compétences, le networking et le mentoring.

Ainsi, le nombre de femmes au sein du Conseil d'Administration s'élève à Deux, soit 18,2% des membres du Conseil.

II-3-4 Nombre de mandats par Administrateur

- M. Khalid CHAMI

Autres mandats :

- Président du Conseil de Surveillance de la SGMB
- Administrateur de La Marocaine Vie ;
- Administrateur d'ALD Automotive ;
- Administrateur d'INVESTIMA ;
- Administrateur de Sogélease ;
- Administrateur de MARBAR S.A. ;
- Administrateur de MARBAR CHIMIE S.A. ;
- Administrateur de GEMARFIN SARL ;
- Président du Conseil d'Administration d'Union Maritime Minière SA ;
- Président du Conseil d'Administration de Transports Marocains.

- Mme Amina FIGUIGUI

Autres mandats :

- Directeur Général de l'ONP depuis février 2010 ;
- Administratrice indépendante et membre du Comité d'Audit de Maroclear depuis Juillet 2004 ;
- Administratrice indépendante et Présidente du Comité d'Audit de DISWAY ;
- Administratrice indépendante et Présidente du Comité d'Audit de Ciments du Maroc ;
- Administratrice désignée par arrêté du Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Economie Verte et Numérique.

- Mme Michèle THILL

Autres mandats :

- Représentant du Groupe SG : Administratrice d'INVESTIMA.

- M. Abdelaziz TAZIAutres mandats :

- Président d'honneur et membre du Conseil de Surveillance SGMB ;
- Membre du Conseil d'administration de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux ;
- PDG de Ventec Maroc ;
- Administrateur de SGLM ;
- Administrateur de Gras Savoye Maroc ;
- Administrateur de Saham Assistance ;
- Administrateur d'Investima ;
- Administrateur de Dounitex ;
- Administrateur de VM Sécurité ;
- Administrateur de Ecowell ;
- Administrateur de MCS.

- M. Mohamed TAHRIAutres mandats :

- Directeur Général et membre du Directoire de SGMB ;
- Membre du Conseil de Surveillance de Sogecapital Bourse ;
- Membre du Conseil de Surveillance de Sogecapital Gestion ;
- Président du Conseil d'Administration Sogelease Maroc ;
- Représentant Permanent de la SGMB à Sogecapital Investissement ;
- Administrateur de La Marocaine Vie ;
- Président du Conseil d'Administration Athena Courtage ;

- M. Saïd RKAIBIAutres mandats :

- Président du Conseil d'Administration de Omnidata ;
- Président Directeur Général de Medtech ;
- Vice-Président du Conseil de Surveillance de Disway ;
- Administrateur de NCRM ;
- Président du Conseil d'Administration de AEBDM ;
- Président du Conseil d'Administration de Forum ;
- Président du Conseil d'Administration de Dial Technologie ;
- Président du Conseil de Surveillance de S2M ;
- Administrateur de SOPRIMA ;
- Président du Conseil de Surveillance de Oppscience.

- M. Ahmed EL YACOUBIAutres mandats :

- Président du Directoire de SGMB ;
- Représentant permanent de SGMB dans le Conseil d'Administration de SGLM ;
- Administrateur de la Société Générale au Sénégal (SGBS) ;
- Représentant permanent de SGMB dans le Conseil d'Administration d'INVESTIMA ;
- Représentant permanent de SGMB dans le Conseil d'Administration de ALD AUTOMOTIVE MAROC ;

- Représentant permanent de SGMB dans le Conseil d'Administration de La Marocaine Vie ;
- Représentant permanent d'INVESTIMA dans le Conseil d'Administration de Ventec Maroc ;
- Président du Conseil d'Administration de NEMA CAPITAL.
- Membre du Conseil de Surveillance de Sogecapital Gestion ;
- Représentant permanent de SGMB dans le Conseil d'Administration de NEMA CAPITAL

- **M. Youssef FASSI FIGHRI**

Autres mandats :

- Directeur Général à la SCR (Société Centrale de Réassurance) filiale de la CDG ;
- Administrateur de IMMORANTE ;
- Administrateur de JAWHARAT CHAMAL ;
- Administrateur de CAT ;
- Administrateur de SMAEX ;
- Administrateur de AM INVEST MOROCCO ;
- Administrateur de SEN RE ;

- **M. Gérard TOUATI**

Autres mandats :

M. Gérard TOUATI n'exerce aucun autre mandat dans d'autres sociétés.

- **M. Khalid CHEDDADI**

Autres mandats :

- Président Directeur Général de Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites "CIMR"
- Président Directeur Général de Ramical ;
- Président Directeur Général de Akilam ;
- Président du Conseil d'Administration de IMC ;
- Président du Conseil d'Administration de Lesieur Cristal ;
- Président du Conseil d'Administration de Warak Press ;
- Président du Conseil d'Administration de Sochepress ;
- Président du Conseil d'Administration de Sapress ;
- Président du Conseil d'Administration de Upline Ventures ;
- Administrateur de CFG Bank ;
- Administrateur de Al Mada Holding ;
- Administrateur de Société de Sel de Mohammedia ;
- Administrateur de SOMED ;
- Administrateur de Jorf Fertilizers Company V ;
- Administrateur de A6 Immobilier ;
- Administrateur de Atlas Hospitality Morocco ;
- Administrateur de Ciments du Maroc ;
- Administrateur de BCP ;
- Administrateur de Olea Capital Fund ;
- Administrateur de CIH ;
- Administrateur de Cosumar ;
- Administrateur de Société des Boissons du Maroc ;
- Administrateur de Lafarge Holcim Maroc ;
- Administrateur de Auto Hall ;

- Administrateur de Risma ;
- Administrateur de AFMA ;
- Administrateur de Sonasid ;
- Administrateur de Larbel ;
- Administrateur de Pasteur ;
- Administrateur de Nejma ;
- Administrateur de Ranila ;
- Administrateur de AXA Assurances Maroc ;
- Administrateur de Fondation ARRAWAJ de Microfinance ;
- Président du comité de surveillance de Maghreb Siyaha Fund ;
- Président du comité de surveillance de Maghreb Siyaha Fund Resort ;
- Membre du comité de surveillance de Alhif.

- **M. Jean-Hugues DELVOLVE**

Autres mandats :

- Administrateur de CGL ;
- Directeur Général de CGL ;
- Administrateur de SGB Finance ;
- Membre du Conseil de Surveillance de PRIORIS ;
- Président de PRIORIS ;
- Membre du Conseil de Surveillance de SEFIA;
- Président de SEFIA
- Représentant le Gérant Associé CGL de CONCILIAN SNC ;
- Représentant le Gérant Associé CGL de FINASSURANCE SNC ;
- Membre du Conseil de Surveillance de Bank Deutsches Kraftfahrzeuggewerbe;
- Gérant de ETBS Hervé VIDAL.

II-3-5 Comités spécialisés issus ou rattachés au Conseil d'administration au 31/12/2020

Comités	Composition	Périodicité	Attributions
Comité d'Audit et des Risques	Présidente : Mme. Amina FIGUIGUI (administratrice indépendante) Membre : M. Youssef FASSI FIGHRI : En qualité d'administrateur représentant de SCR Membre : M. Ahmed EL YACOUBI : en qualité d'administrateur représentant de SGMB Invité permanent : M. Saïd RKAIBI en qualité d'administrateur	Semestrielle	Passer en revue les réalisations et les perspectives sur le contrôle interne et la validation de plan d'audit annuel
Comité des nominations et rémunérations	Président : M. Ahmed EL YACOUBI Membre : Mme Michèle THILL en qualité d'administratrice Membre : M. Khalid CHEDDADI en qualité d'administrateur	Semestrielle	Ce Comité est chargé d'accompagner l'organe d'administration dans la conception et le suivi du bon fonctionnement du système de rémunération ainsi que dans le processus de nomination et de renouvellement des membres du Conseil et ceux de l'organe de Direction

II-3-6 Assiduité aux réunions du Conseil

Le Conseil d'Administration a tenu en 2020 (3) réunions, avec un taux de présence effectif moyen de plus de 90%.

II-3-7 Rémunération versées aux membres du Conseil d'administration

Conformément aux dispositions de l'article 55 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée, les membres du Conseil d'Administration ont perçu des jetons de présence d'un montant de 1,2 millions de dirhams brut à répartir entre les administrateurs au titre de l'exercice 2020.

II-3-8 Relation avec les actionnaires et informations communiquées aux actionnaires

Le management d'EQDOM a instauré des échanges réguliers et transparents avec les actionnaires permettant de s'assurer que la définition de la stratégie de la société prend bien en compte les attentes et intérêts des actionnaires sur le long terme.

EQDOM met également à la disposition des actionnaires toutes les informations nécessaires.

II-3-9 Processus d'évaluation de la performance de l'instance de gouvernance par rapport aux thèmes économiques, environnementaux et sociaux

Le Conseil procède, une fois par an, à l'évaluation de son fonctionnement à travers plusieurs axes notamment :

- Les nominations de ses membres ;
- La qualité des thèmes et échanges lors des réunions ;
- Les missions et pouvoirs du Conseil ;
- Délégations des tâches aux Comités spécialisés ;
- Evaluation des membres du Conseil

II-4 Ethique, déontologie et prévention de la corruption

Agir avec intégrité et conformité au quotidien est au cœur du métier de crédit à la consommation. Notre ambition de société responsable nous impose de veiller au respect des lois et des principes déontologiques, d'agir avec éthique et responsabilité, d'inscrire la gestion des risques au cœur de chacune de nos démarches. C'est un engagement envers nos clients, partenaires et actionnaires, indispensable à leur confiance.

Code de conduite

Notre responsabilité et notre éthique consiste à répondre aux besoins de nos clients pour réaliser leurs projets avec rapidité, tout en étant attentifs aux risques dans toutes leurs composantes, en préservant l'intérêt à long terme de l'ensemble des parties prenantes.

Dans ce sens, EQDOM s'attache à appliquer et diffuser une culture forte de responsabilité et d'éthique à travers son code de conduite, à l'image du Groupe Société Générale Maroc.

Ce code de conduite établit les valeurs et les lignes de conduites à observer par l'ensemble de ses collaborateurs. Il détaille les règles de bonne conduite, les principes essentiels en matière de comportement individuel et collectif, comme l'intégrité, la rigueur, la responsabilité, le sens du service. Il régit les relations avec les clients et fournisseurs, s'appuie sur des exigences éthiques telles que le respect de la confidentialité de l'information et le droit d'alerte.

En interne, des campagnes de sensibilisation sont régulièrement menées pour que les actions au quotidien tout comme les projets soient réalisés dans le respect de ce code, en cherchant particulièrement l'intérêt du client à travers une réponse adaptée à ses besoins, une transparence affichée lors des transactions et une protection assurée de ses données personnelles.

Prévention de la corruption

La corruption peut être définie comme toute action par laquelle une personne accorde indûment, promet d'accorder ou propose un avantage indu à une autre personne en vue de la conduire à effectuer, retarder ou omettre d'effectuer un acte lié à sa fonction, ou encore de se conduire d'une manière contraire à l'honnêteté ou à l'intégrité. Le fait pour une personne d'accepter ou de solliciter, dans le cadre de ses fonctions, un avantage indu ou une promesse d'un avantage est également un acte de corruption.

Le trafic d'influence, qui consiste à verser une commission à un intermédiaire qui usera de son influence sur le décideur pour que celui-ci prenne une décision favorable au corrupteur, est une autre forme de corruption.

A l'instar de de toutes les entités du Groupe Société Générale Maroc, EQDOM s'interdit de pratiquer la corruption quelle que soit sa forme. Il est de la responsabilité de chaque collaborateur de ne pas participer à des actes de corruption, de veiller à détecter les comportements anormaux et de les signaler le cas échéant.

A cet effet, EQDOM a mis en place un dispositif robuste de lutte contre la corruption comportant :

- Un socle normatif étoffé.
- Des actions de sensibilisations de l'ensemble des collaborateurs, ainsi que des formations spécifiques pour le personnel le plus exposé.
- Un dispositif d'alerte professionnelle, assurant une stricte confidentialité des informations.
- Une cartographie des risques de corruption.
- Des contrôles comptables et opérationnels pour détecter les faits de corruption.
- Un dispositif en matière de déclaration des cadeaux, repas d'affaires et événement externe à travers un outil dédié.

Prévention des conflits d'intérêts

Le dispositif de prévention des conflits d'intérêts d'EQDOM repose sur un cadre normatif qui rappelle les lignes de conduite à respecter par les collaborateurs afin d'éviter toute situation de conflits d'intérêts susceptible d'entraver le respect des obligations réglementaires et déontologiques d'EQDOM et d'entraîner des risques juridiques, commerciaux ou de réputation.

De manière générale, tout collaborateur d'EQDOM doit s'abstenir d'entretenir avec des clients, partenaires ou fournisseurs des relations personnelles qui contreviendraient à ses devoirs professionnels ou le mettrait en situation de conflits d'intérêts.

En ce sens, EQDOM adopte une politique rigoureuse qui s'appuie sur un socle normatif, des actions de formation à l'ensemble des collaborateurs exposés, une cartographie de conflits d'intérêts pour l'identification des situations potentiellement à risque et un processus de déclaration des conflits d'intérêts.

II-5 Informations sur les parties prenantes

II-5-1 Impact économique et social de l'activité de la société sur les populations riveraines.

A travers son réseau d'agences, EQDOM pourvoit des emplois dans les différentes régions du Maroc.

Par ailleurs, vu qu'EQDOM ne dispose pas d'activités polluantes ni de gestion des déchets ou opérations de recyclage, elle ne présente aucun impact négatif sur les populations riveraines.

II-5-2 Conditions de dialogue avec les parties prenantes

EQDOM a mis en place différentes formes de dialogue avec ses parties prenantes. La liste des parties prenantes est revue régulièrement afin de bien prendre en compte les besoins de chacun d'entre eux et d'appréhender les risques afférents :

II-5-2-a Banques et Investisseurs : publication des informations financières périodiques sur les supports de presse et sur les sites d'EQDOM, de la bourse et de l'AMMC, rencontre régulière avec les banques, organisation de road show lors d'émissions ou de renouvellement des Bons de sociétés de financement (BSF) et d'emprunts obligataires, séances de questions/réponses avec les analystes financiers présents lors des assemblées générales

II-5-2-b Partenaires : rencontres régulières avec les fournisseurs et partenaires, vérification de leur conformité à la réglementation.

II-5-2-c Protection des intérêts des clients : la protection des intérêts des clients est au centre des préoccupations majeures d'EQDOM. A cet égard, la politique globale couvre l'ensemble des processus de commercialisation de produits en veillant à la formation des collaborateurs concernés. Les principes généraux s'appuient sur la nécessité de :

- Répondre aux besoins et à la situation des clients ;
- Veiller à fournir en toutes circonstances une information claire, exacte et non trompeuse ;
- S'assurer d'une tarification transparente et raisonnable des produits et services ;
- Permettre l'identification et le traitement d'éventuels conflits d'intérêts, afin de ne pas porter préjudices aux clients ;
- Veiller à la protection des données à caractère personnel conformément à la réglementation en vigueur
- Veiller sur la satisfaction client à travers la mise en place d'une démarche qualité, s'appuyant sur une écoute active et s'inscrivant dans une dynamique d'amélioration continue, au plus proche des besoins et attentes clientèle.

II-5-2-d Mettre en œuvre des achats responsables : EQDOM adopte les principes de la charte des achats responsables du Groupe Société Générale. Tout achat doit respecter les principes applicables à un achat responsable : mise en concurrence, équité et transparence, équilibre dans les relations, sélection du mieux-disant, traçabilité et auditabilité . Elle a pour objectif :

- 1) D'une part, des engagements pris par EQDOM en matière d'achats responsables notamment les principes des droits de l'Homme, des conditions de travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption
- 2) Et d'autre part, des attentes vis-à-vis des fournisseurs sur le respect de ces principes

II-5-2-e Les collaborateurs : à travers le baromètre employeur et le dialogue avec les instances représentatives du personnel

II-5-2-f L'agence de notation : à travers l'étude et l'analyse des évaluations de performance financière et les échanges et suivis réguliers avec les analystes.

II-5-2-g Les régulateurs et les superviseurs : à travers les relations étroites avec les autorités de supervision bancaire et financière et les organes de régulation ainsi que la participation aux consultations et événements de la place.

II-6 AUTRES

II-6-1 Approche RSE

La démarche RSE d'EQDOM s'inspire de celles du Groupe Société Générale et du Groupe SGMB, en respect des obligations légales et réglementaire prévues par la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que complétée et modifiée, ainsi qu'à la circulaire de l'AMMC n°3/19 du 20 Février 2019 relative aux opérations et informations financières.

II-6-2 Réalisations

Sur le plan RSE, Eqdom a poursuivi en 2020 ses actions visant à promouvoir les **bonnes pratiques environnementales et sociales** :

- **Fonds Spécial pour la lutte contre Coronavirus :**

Dès le déclenchement de la crise Covid19, EQDOM a contribué au don octroyé par la SG Maroc au fonds Spécial pour la lutte contre le coronavirus dans le cadre des efforts de solidarité nationale pour endiguer les effets de la pandémie.

- **Partenariat avec l'Association Kane Ya Makane :**

Reconduction du partenariat avec l'association jusqu'à 2022, dans le cadre du programme Tanouir qui consiste à parrainer plusieurs écoles publiques du milieu rural. Il regroupe plusieurs activités dont la conception et l'animation d'ateliers artistiques pluridisciplinaires destinés aux élèves issus de couches sociales défavorisées en leur garantissant un accompagnement et un encadrement qui leur permettra de favoriser leur épanouissement personnel et de diminuer le taux d'abandon et d'échec scolaire.

- **Partenariat avec l'Association Marocaine de l'Orphelin :**

EQDOM a poursuivi son partenariat avec l'Association Marocaine de l'Orphelin pour venir en aide aux enfants bénéficiaires dès le déclenchement de la pandémie, en assurant leurs besoins alimentaires et le matériel nécessaire à la continuité scolaire en période de confinement. Eqdom a également sponsorisé le Forum de l'Orphelin organisé par l'AMO visant à sensibiliser l'opinion public sur la problématique de l'abandon des enfants.

LISTE DES COMMUNIQUES DE PRESSE PUBLIES AU COURS DE L'ANNEE 2020

- PUBLICATION DES ETATS DE SYNTHESE SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2020
- PUBLICATION DES ETATS DE SYNTHESE CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2020
- PUBLICATION DES ETATS DE SYNTHESE SOCIAUX AU 30 JUIN 2020
- PUBLICATION DES ETATS DE SYNTHESE CONSOLIDES AU 30 JUIN 2020
- COMMUNIQUE POST CONSEIL DU 23 MARS 2020
- COMMUNIQUE POST CONSEIL DU 25 AOUT 2020
- AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE DU 20 MAI 2020
- AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE DU 26 JUIN 2020
- COMMUNIQUE POST ASSEMBLEE GENERALE DU 26 JUIN 2020
- PUBLICATION DES INDICATEURS DU 4 TRIMESTRE 2019
- PUBLICATION DES INDICATEURS DU 1 TRIMESTRE 2020
- PUBLICATION DES INDICATEURS DU 2 TRIMESTRE 2020
- PUBLICATION DES INDICATEURS DU 3 TRIMESTRE 2020
- COMMUNIQUE RELATIF A LA MISE A JOUR ANNUELLE DU DOSSIER D'INFORMATION RELATIVE AU PROGRAMME D'EMISSION DES BSF.